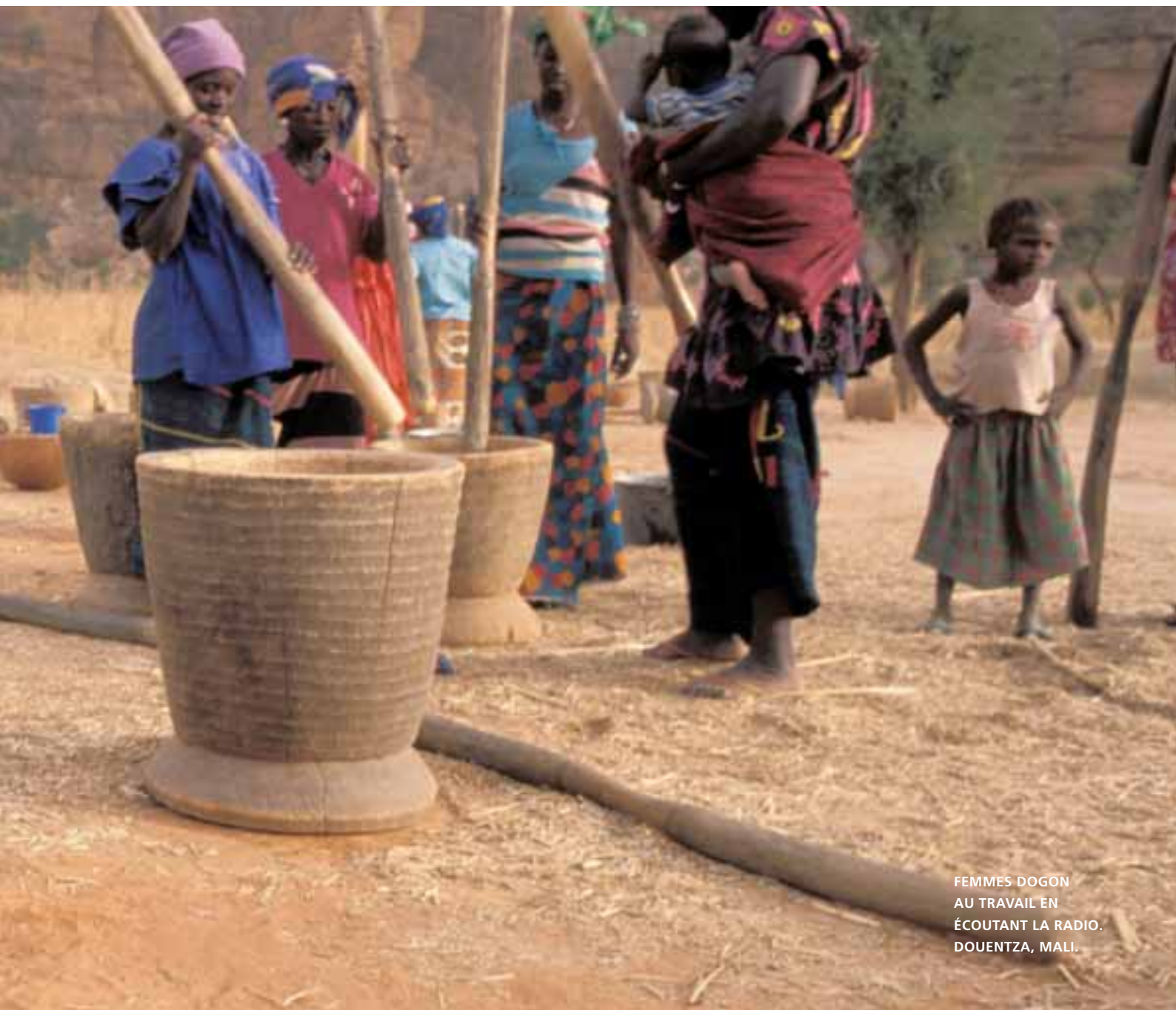


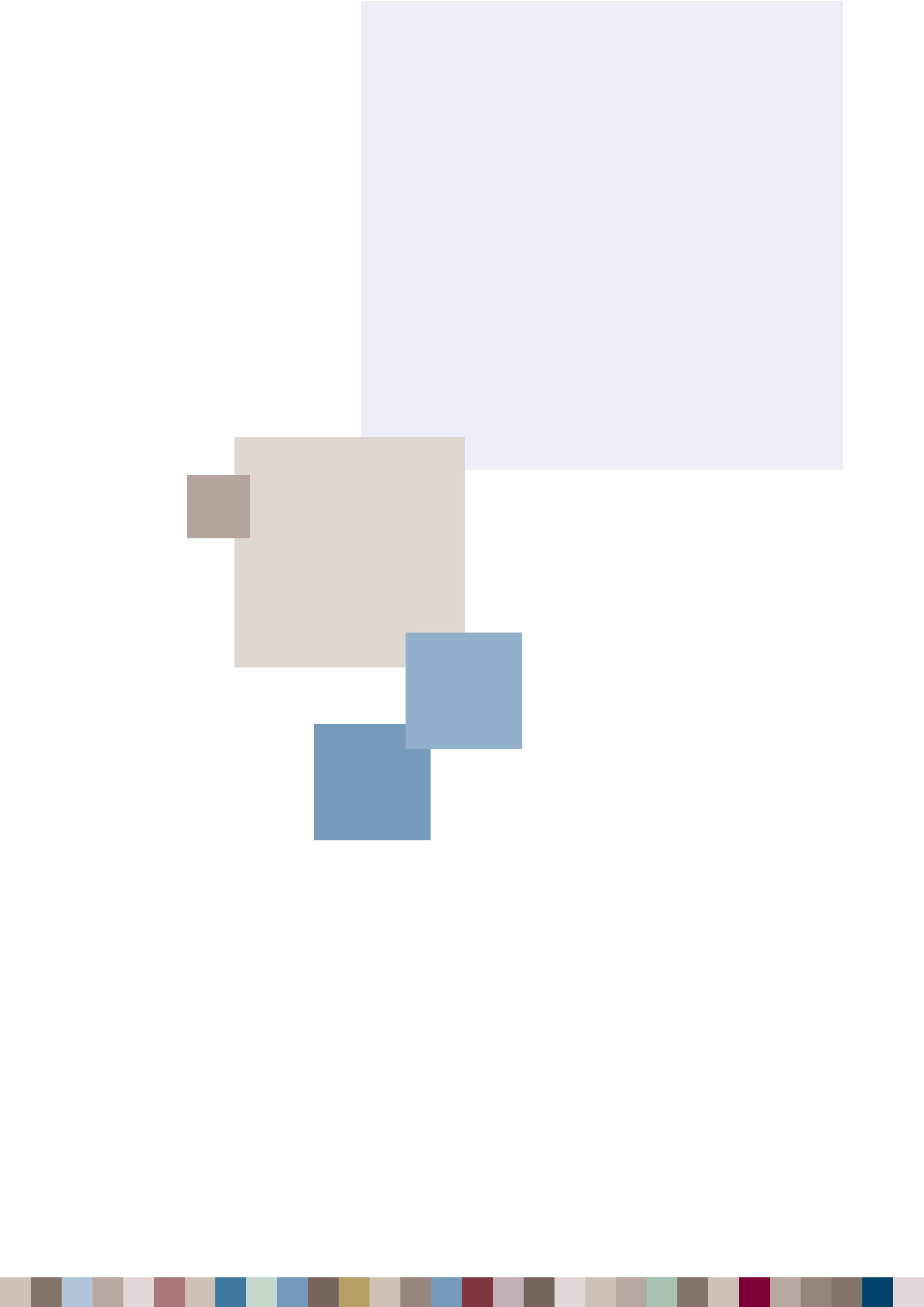


Section 2

Femmes, travail et politique sociale



FEMMES DOGON
AU TRAVAIL EN
ÉCOUTANT LA RADIO.
DOUMENTZA, MALI.



Les relations inégalitaires des hommes et des femmes déterminent la façon dont sont affectées les ressources au sein de la famille et du ménage et, partant, la répartition des droits et obligations ainsi que du travail et des loisirs, entre les sexes. Les classements sociaux et les hiérarchies sexuelles agissent de la même manière au sein des institutions du marché, mais c'est un fait qui est moins souvent reconnu, surtout chez les économistes qui s'inscrivent dans le courant dominant. Quoiqu'en disent les néolibéraux, ces institutions ne sont pas exemptes de sexisme. Au contraire: les marchés, avec leurs risques et leurs fluctuations, reproduisent les hiérarchies sexuelles observées dans la société et ses institutions. De plus, les institutions du marché ne reconnaissant pas la valeur économique de biens et services qui échappent au circuit de l'argent, une grande partie du travail non rémunéré des femmes reste invisible. En conséquence, les droits déterminés par le marché sont par nature discriminatoires.

En l'absence de mesures destinées à corriger la discrimination et la vulnérabilité auxquelles les marchés libéralisés les exposent, les femmes n'auront guère de chance d'accéder à l'égalité avec les hommes, au travail et dans les fonctions qu'elles assument au sein de la famille et de la société. Cependant, au nom de l'efficacité, de la croissance et de la liberté, la politique économique néolibérale contemporaine rejette l'idée de recourir à des mesures de régulation visant à compenser les risques sociaux et à redresser les inégalités.

Certes, la libéralisation a créé des débouchés professionnels pour les femmes, mais elle leur a aussi imposé des charges et des risques nouveaux. Les quatre chapitres de cette section analysent l'impact de cette politique sur les femmes dans différents contextes. Le premier, intitulé "Féminisation de la main-d'œuvre et informalisation de l'emploi" propose une réflexion sur la présence de plus en plus nombreuse des femmes dans la main-d'œuvre non agricole. Le deuxième, intitulé "Le changement des conditions de vie dans les campagnes", examine la condition des femmes qui vivent de l'agriculture. Le troisième, intitulé "Migration transfrontière des travailleurs", traite du phénomène de la mobilité croissante des femmes en quête d'emploi. Dans le dernier, "La recherche d'un nouveau modèle de politique sociale", sont examinées les formes d'insécurité dont souffrent les femmes en raison du manque de protection sociale à l'ère de la libéralisation et les moyens qui permettraient de remédier à cette situation.





Chapitre 5

Féminisation de la main-d'œuvre et informalisation de l'emploi

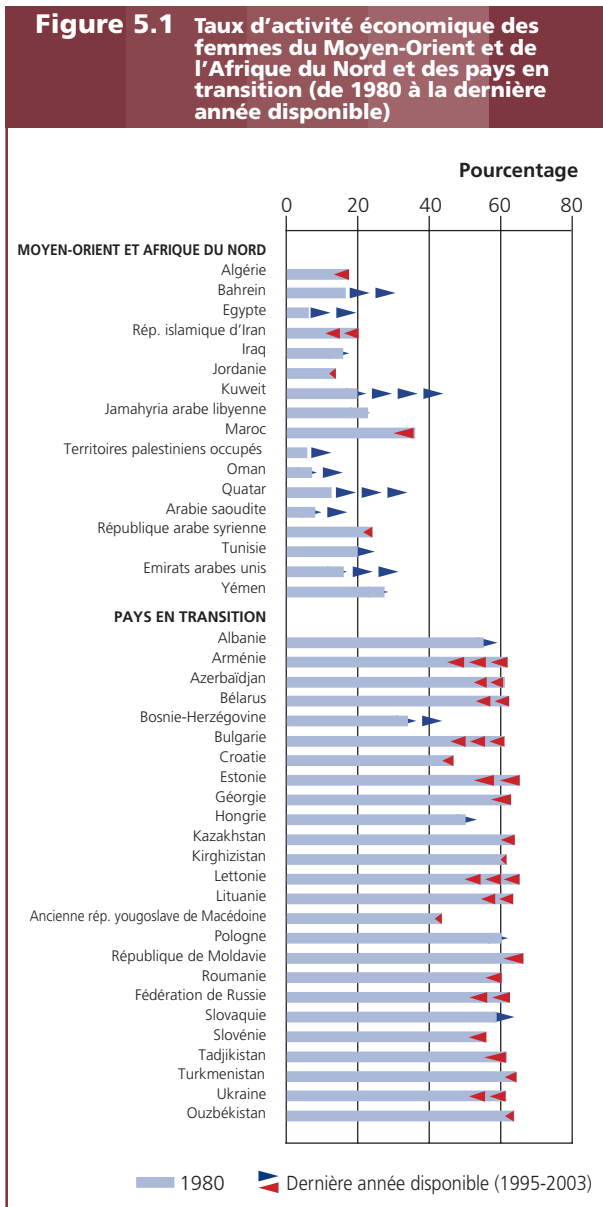
Au cours de ces trente dernières années, le taux d'activité des femmes a augmenté presque partout dans le monde (figures 1.2 et 5.1). Les régions qui font exception sont celles de l'Europe occidentale et orientale et de l'Asie centrale (pays en transition), où il a sensiblement diminué, ainsi que celle du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, où il est resté très bas.¹ Ainsi, en règle générale, les femmes participent de plus en plus à la vie économique, à tel point que, dans certains pays, leur taux d'activité approche celui des hommes. Quelles sont les conséquences concrètes de cette apparente convergence des taux d'activité masculins et féminins? Peut-on en conclure que la discrimination sexuelle a totalement disparu du marché du travail? En d'autres termes, le sexe n'est-il plus une caractéristique déterminante pour l'entrée des individus dans la vie active, le type d'emploi qu'ils peuvent exercer, leur statut sur le marché du travail, leur rémunération et les prestations sociales auxquelles ils ont droit? Enfin, l'augmentation du taux d'activité des femmes a-t-elle eu une action égalisatrice sur la répartition entre hommes et femmes des tâches domestiques et des activités d'assistance non rémunérées.

Nous avons vu au chapitre 3 que le travail des femmes avait beaucoup changé—notamment parce qu'elles sont plus nombreuses à exercer une activité rémunérée—mais que la ségrégation professionnelle selon le sexe perdurait et se recoupait avec la ségrégation des emplois selon la race, la caste et l'origine ethnique. La situation observée dans les pays de l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE) prouve que la ségrégation professionnelle ne disparaît pas avec la modernisation et la croissance. Lorsque les marchés du travail se restructurent

et se modernisent, il y a toujours des aspects qui changent et d'autres qui restent. Or l'accroissement du travail rémunéré chez les femmes a coïncidé avec les phénomènes de déréglementation des conditions de travail ainsi que de délocalisation et de fragmentation des chaînes d'approvisionnement mondiales.

La première grande question qui se pose à propos de l'emploi des femmes est de savoir comment elles vont concilier leur vie professionnelle et les tâches indispensables qu'elles assument gratuitement au sein de la famille et auprès des personnes dépendantes. Même dans les pays industrialisés où ce type de travail se déplace vers des institutions autres que la famille, la prise en charge payante dans des hôpitaux, crèches et foyers de personnes âgées, ne couvre qu'une petite partie des besoins de la société. Le fait que ces tâches soient presque exclusivement accomplies par des femmes pénalisent celles-ci lorsqu'elles ont un emploi et explique en très grande partie leur faible rémunération et l'infériorité de leur statut professionnel.² Certes, beaucoup considèrent que s'occuper de ses proches est une activité gratifiante mais dans les ménages qui ont de faibles revenus et peu de confort, la charge qui pèse sur les femmes est parfois trop lourde, et même coûteuse si elle comporte l'approvisionnement en nourriture et en biens de première nécessité. Par conséquent, il faut non seulement créer des débouchés professionnels de qualité pour les femmes mais aussi alléger le travail non rémunéré que celles-ci assument en améliorant les services essentiels et en veillant à une répartition plus équitable de ce travail entre hommes et femmes.

Toutefois, même lorsque les femmes sont insérées dans le marché du travail, elles n'ont généralement pas accès aux



Source : ILO 2003.

mêmes professions que les hommes (phénomène dénommé "ségrégation horizontale"). En outre, elles risquent plus que les hommes d'avoir des emplois mal rémunérés, qui offrent de mauvaises conditions de travail et peu de perspectives de promotion (ségrégation verticale). C'est en grande partie pour cette raison que la ségrégation professionnelle est si pernicieuse. Des travaux faisant autorité montrent que malgré une amélioration

dans les années 1990, le phénomène est encore très répandu dans le monde entier.³ Les femmes sont regroupées au bas de la hiérarchie professionnelle, dans les emplois peu rémunérés, peu valorisés et précaires. Lutter contre la ségrégation sexuelle suppose que l'État intervienne en amont, par exemple, en soignant plus particulièrement la formation des femmes, et en proposant une législation antidiscriminatoire. En outre, il faut que les besoins et les droits des femmes qui travaillent soient défendus par des organisations de travailleurs influentes, qui soient en mesure de demander des comptes au gouvernement et aux employeurs.

La dernière observation concerne les répercussions potentielles de l'entrée des femmes dans la vie active et de leurs gains sur leurs relations professionnelles et familiales. Le fait de gagner de l'argent pour la première fois, quel que soit le montant, ne modifie pas certaines caractéristiques de leur subordination, telles que leur dépendance envers la protection des hommes. En revanche, cela peut les rendre moins dépendantes sur le plan matériel, leur apporter une plus grande sécurité économique et leur permettre d'influer davantage sur les décisions du ménage. Pour les jeunes, cela signifie davantage de mobilité, avoir la possibilité de se marier plus tard et disposer d'un petit revenu personnel. Leur nouveau statut peut aussi modifier le regard des autres et leur donner confiance en leur propre valeur.⁴ Toutefois, il serait hâtif de conclure, sur la base de ces acquis, que le travail rémunéré des femmes est synonyme d'autonomie. En effet, nous l'avons vu, il entraîne parfois une augmentation de leur charge de travail globale sans pour autant que les obligations familiales soient mieux partagées. Et il y a aussi des cas où les hommes réduisent leur contribution au budget familial, surtout dans les endroits où les pères ne vivent pas sous le même toit que leurs enfants, comme cela est courant en Afrique du Sud et dans certaines îles des Caraïbes.⁵

NORD ET SUD: RAPPROCHEMENT ET CONCURRENCE?

Nous avons vu au chapitre 2 que l'économie mondiale ne fonctionnait pas à plein rendement et que le chômage s'aggravait. Les taux de chômage sont très élevés non seulement dans la plupart des pays de l'OCDE mais aussi dans les pays en développement, ce qui est nouveau pour ces derniers car, habituellement, ils avaient peu de chômage déclaré mais beaucoup de chômage déguisé ou de sous-emploi. Ce changement donne à penser que la rareté des emplois est telle qu'elle transparaît désormais dans les chiffres du chômage déclaré.

L'autre tendance commune au Nord et au Sud est celle de l'informalisation et de la précarisation de l'emploi, encore que cette convergence ne doive pas être exagérée. L'"emploi informel" est constitué du travail indépendant dans de petites entreprises non déclarées et de l'emploi salarié sans contrat, sans avantages sociaux et sans protection juridique. L'économie informelle se développe partout dans le monde, tant en proportion de l'emploi total qu'au regard du nombre d'entreprises créées.⁶ Même dans les pays développés, moins de travailleurs bénéficient d'un contrat en bonne et due forme et dans le secteur structuré, des avantages liés à l'emploi tels que l'assurance maladie et les pensions de retraite, ne sont plus systématiquement garantis.⁷ Dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud ainsi que dans des pays d'Amérique latine comme la Bolivie, l'Équateur, le Pérou et le Mexique, la majorité des travailleurs n'ont jamais eu d'emploi dans le secteur structuré. Et dans des pays comme l'Argentine et le Chili, dont les marchés du travail avaient fini par ressembler à ceux du monde industrialisé, des usines ont fermé, les effectifs du secteur public ont été réduits, les salaires réels ont chuté et un nombre croissant de ménages dépendent désormais de l'économie informelle, non réglementée.⁸

Cette tendance n'était pas prévue. Dans les années 1960 et 1970, on pensait que la modernisation de l'économie à l'échelle mondiale contracterait et absorberait l'économie informelle, comme cela s'était produit auparavant dans les pays industrialisés. Or l'essor de l'économie informelle a démenti cette thèse,

l'économie mondiale ayant plutôt encouragé le développement des formes de travail précaires, qui ne procurent pas un revenu suffisant pour faire face aux besoins de subsistance. Malgré l'aggravation de ce phénomène, la communauté internationale, à l'exception notable de l'Organisation internationale du Travail (OIT), a accordé relativement peu d'attention au travail et à l'emploi, même dans le cadre du programme de lutte contre la pauvreté de la dernière décennie. D'ailleurs, l'emploi est à peine mentionné dans les Objectifs de développement pour le Millénaire.

Enfin, bien que les effets de l'intégration mondiale sur les travailleurs du Sud aient été considérés, par les économistes commerciaux au moins, comme positifs pour les pays en développement, l'observation des résultats concrets inspire un jugement moins catégorique.⁹ Au cours de ces dix dernières années, l'emploi du secteur manufacturier n'a augmenté, avec l'accroissement de la production, que dans une poignée de ces pays—la Chine, la Malaisie, l'Indonésie, la Thaïlande et le Chili. Il a stagné ou reculé dans la grande majorité d'entre eux parce que la libéralisation des échanges a provoqué un afflux soudain de produits importés bon marché, qui ont remplacé les biens fabriqués par les petites unités locales à fort coefficient de main-d'œuvre, qui ne purent rivaliser avec leurs concurrents internationaux. Les suppressions d'emplois ainsi occasionnées ont été importantes dans certains pays en développement et n'ont pas été compensées par les débouchés créés sur le marché des exportations.¹⁰

Certains partisans de la libéralisation du commerce affirment que les femmes du Sud ont été les gagnantes de la nouvelle donne, mais la réalité est un peu plus nuancée. Partout où l'industrie manufacturière d'exportation s'est développée (en Chine, en Malaisie, au Bangladesh, au Mexique et en Thaïlande, par exemple), elle a recruté principalement des femmes. Et bien que, dans beaucoup de ses usines, les conditions de travail et de rémunération soient médiocres par comparaison avec l'étranger, ces conditions sont en général meilleures que dans l'économie informelle urbaine et rurale. Toutefois, ce constat positif doit être relativisé.

Premièrement, nous l'avons vu au chapitre 3, lorsque ces entreprises se sont modernisées et qu'elles ont eu besoin d'une main-d'œuvre plus qualifiée, elles se sont séparées des femmes.¹¹

De plus, les phénomènes de la déréglementation et de la sous-traitance ont été très prononcés dans les branches à prédominance féminine, particulièrement la confection; ces phénomènes conduisent souvent les entreprises à faire largement appel au travail à domicile, l'une des formes de travail les plus "invisibles" de l'économie informelle (voir ci-dessous). Enfin, les emplois détruits à la suite de l'ouverture des marchés aux importations ne sont pas seulement ceux de l'"aristocratie ouvrière" masculine des entreprises publiques ou protégées par l'État, mais aussi des emplois occupés par des femmes, que ce soit dans le secteur public, comme en Chine, ou dans certaines activités informelles de petites entreprises locales à forte intensité de main-d'œuvre.¹²

L'EMPLOI DES FEMMES DANS LES PAYS DE L'OCDE: CONTINUITÉ ET CHANGEMENT ¹³

Dans les pays de l'OCDE, l'augmentation du taux d'activité des femmes dans le secteur structuré a été favorisée, à des degrés divers, par l'industrialisation et l'urbanisation.¹⁴ Dans certains pays, les femmes ont un taux d'emploi proche de celui des hommes. On trouve également beaucoup de femmes dans l'économie informelle des pays où cette économie est développée, comme ceux du sud de l'Europe. À noter que les mères d'enfants en bas âge sont de plus en plus nombreuses à travailler alors qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, elles constituaient le groupe le plus susceptible de quitter la vie active. Néanmoins, le taux d'activité est un indicateur imprécis de la situation des femmes qui travaillent. Il ne renseigne pas sur l'intensité du travail des hommes et des femmes (temps partiel ou temps plein), sur la contribution des uns et des autres au travail rémunéré et au travail non rémunéré ni sur les différentes formes d'emploi exercées au cours de la vie.

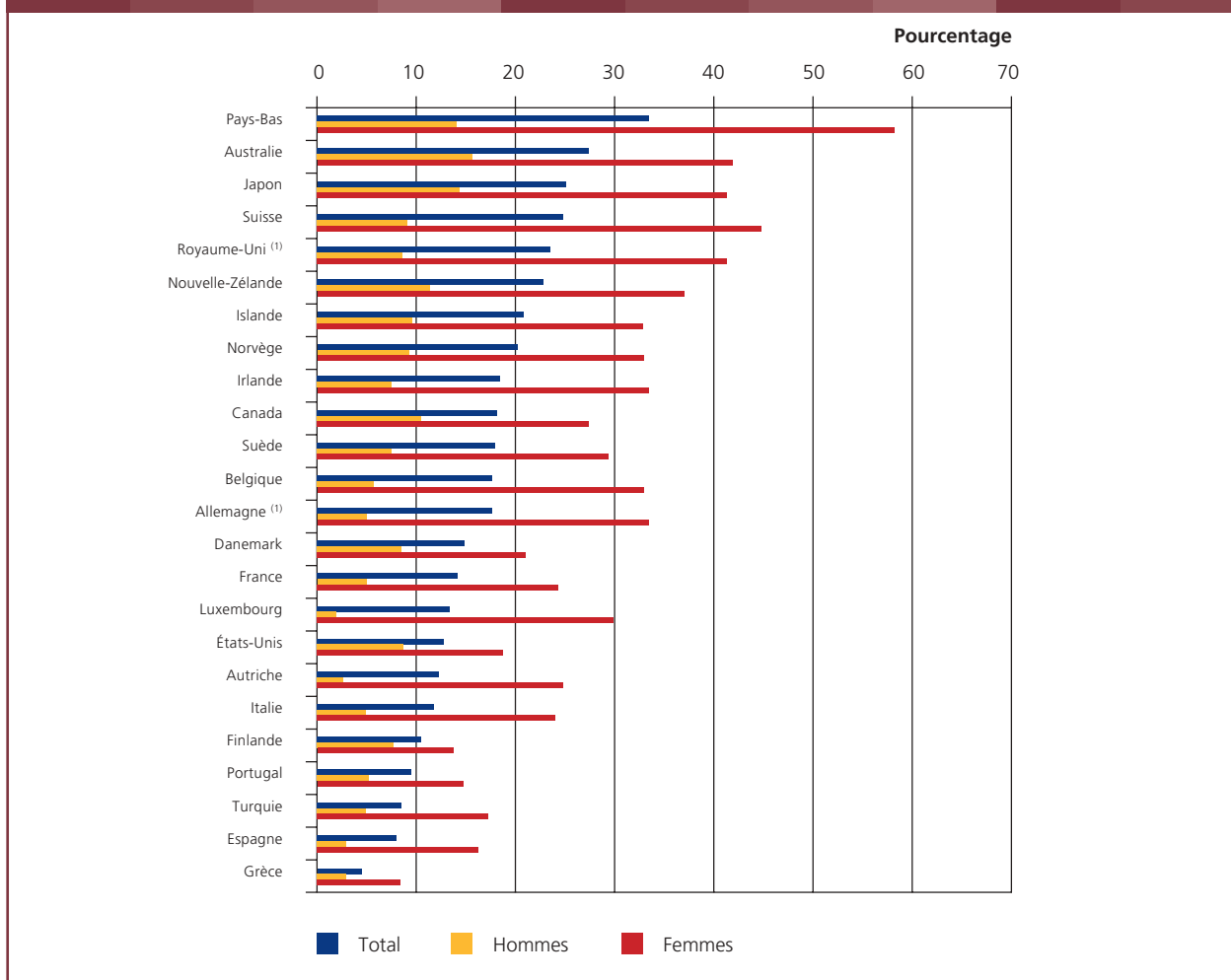
Premièrement, les femmes sont souvent contraintes de restreindre leur activité économique rémunérée. Dans tous ces pays, ce sont elles qui assument le gros des obligations ménagères et familiales, subordonnant souvent leurs ambitions professionnelles à ces obligations. Même si, dans beaucoup de

pays ce sont désormais des institutions autres que la famille qui s'occupent des enfants, des malades et des personnes âgées, les femmes consacrent encore une bonne partie de leur temps à l'entretien du ménage. C'est pourquoi la proportion de celles qui travaillent à temps partiel ou abandonnent leur emploi est nettement plus élevée que celle des hommes. Même dans les pays nordiques où, officiellement, le taux d'activité des femmes est le plus élevé, beaucoup de mères de jeunes enfants comptabilisées comme faisant partie de la population active sont en réalité en congé parental; peu d'hommes font valoir leurs droits à ce type de congé. De plus, lorsque les familles engagent du personnel pour les aider, ce sont généralement des femmes (nourrices, infirmières, femmes de ménage, gardiennes) appartenant à une minorité ethnique ou raciale (voir le chapitre 7). Ce type de travail est toujours sous-payé en comparaison des professions "masculines" qui requièrent des compétences équivalentes.

Ainsi, la division sexuelle du travail ne disparaît pas mais se modernise avec l'entrée des femmes dans la vie active et l'allongement de la durée de leur carrière. Certains auteurs considèrent que de nos jours, la différence entre les sexes tient essentiellement au temps de travail, les hommes travaillant à plein temps et les femmes à temps partiel (voir la figure 5.2). Cette distinction a remplacé l'ancienne différenciation entre "l'homme au travail" et "la femme au foyer". La qualité des emplois qu'exercent les femmes et l'importance relative du travail rémunéré et du travail non rémunéré varient selon les pays, mais le schéma de base est le même: les hommes sont "spécialisés" dans le travail rémunéré et font peu de choses à la maison tandis que les femmes assument le gros du travail non rémunéré auquel s'ajoute de plus en plus souvent une activité professionnelle. Quant à la question de savoir si, globalement, les femmes effectuent un plus grand nombre d'heures de travail, les avis sont partagés. Il semble bien que certaines d'entre elles soient particulièrement défavorisées sur ce point, par exemple, les mères qui travaillent et effectuent la "double journée".¹⁵

Selon des estimations récemment publiées par le BIT, trois catégories d'emplois atypiques représentent 30 pour cent de l'emploi total dans 15 pays européens et 25 pour cent aux États-Unis: l'emploi indépendant, le temps partiel (dans lequel les femmes sont majoritaires) et l'emploi temporaire.¹⁶ Ces formes

Figure 5.2 Part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total des pays de l'OCDE (2001)



Note: (1) Données pour 2000.
Source: ILO 2003.

d'emploi ne se situent pas sur le même plan que l'emploi informel dans les pays en développement car elles font parfois l'objet d'un contrat et relèvent de la législation du travail. En outre, elles sont parfois librement choisies par des hommes et des femmes qui ont des ressources, des compétences et d'autres options. Les travailleurs temporaires ou à temps partiel sont souvent employés par des entreprises et institutions qui sont en règle. Néanmoins, ils sont moins protégés et ont moins d'avantages que les salariés à plein temps, mais la situation varie d'un pays

à l'autre. Par exemple, ils ont en général plus de droits en Europe qu'en Amérique du Nord ou au Japon.¹⁷

En outre, l'emploi non déclaré, informel et déguisé prend de l'ampleur dans de nombreux pays industrialisés. Ce sont habituellement des immigrés, hommes et femmes, souvent sans papiers, qui exercent ce type d'activités (voir le chapitre 7). Il est donc extrêmement difficile d'obtenir des chiffres permettant de déterminer précisément l'ampleur du phénomène et de comparer la situation des femmes à celle des hommes.

Enfin, il est important de rappeler que les différences salariales entre hommes et femmes sont encore très importantes dans les pays de l'OCDE, même si l'UE tient pour acquis que les femmes, comme les hommes, travaillent à plein temps et sont financièrement indépendantes.¹⁸ Ces différences s'expliquent en partie par le fait que beaucoup de femmes travaillent à temps partiel mais aussi, et ceci ressort clairement du tableau 5.1, par les écarts de rémunération dans les emplois à temps plein. Ces écarts reflètent la ségrégation professionnelle et le fait que les "emplois féminins" sont rémunérés à un taux inférieur. Il est cependant intéressant de noter que les gains relatifs des femmes jeunes semblent être beaucoup plus élevés et que cela laisse peut-être entrevoir une progression vers la parité pour l'avenir. Mais cela peut aussi traduire le fait que les cohortes très jeunes n'ont pas encore atteint l'âge de la maternité, à partir duquel les femmes sont davantage contraintes d'alléger leurs activités professionnelles en optant pour des solutions qui supposent souvent une réduction de salaire.

L'EMPLOI DES FEMMES EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE: CRISE ET DÉCLIN

Dans les anciens pays à économie planifiée d'Europe centrale et orientale, l'emploi des femmes a subi des mutations radicales qui ont parfois abouti à des renversements de situation. Avant 1989, ces pays se caractérisaient par des taux d'activité féminins très élevés—en dépit de la ségrégation professionnelle selon le sexe—de faibles différences salariales entre hommes et femmes et la répartition habituelle des obligations familiales. Après l'effondrement des régimes communistes et avec la libéralisation économique, la situation de l'emploi se dégrada profondément et les taux d'activité des hommes comme des femmes chutèrent. Pendant la phase de transformation, environ un tiers des emplois furent supprimés, ce qui engendra un chômage généralisé. Parallèlement, les régimes publics de protection sociale étaient démantelés. Résultat: avec la baisse de la valeur réelle des salaires, les prestations sociales ont été réduites, le pouvoir

d'achat des pensions de retraite a diminué, les inégalités se sont creusées, la pauvreté est apparue au grand jour et s'est aggravée. A la crise économique et sociale s'est ajoutée une réaction idéologique contre l'"émancipation" chère aux régimes de l'époque communiste, qui a des conséquences inquiétantes pour l'instauration de l'égalité entre les sexes.

Ce contexte turbulent, marqué par la résurgence de la tradition, a remis en question le maintien de la présence des femmes dans la sphère publique. Au début des années 1990, leur taux d'activité avait déjà régressé. Elles étaient aux prises avec des formes de discrimination nouvelles—ou anciennes mais auparavant occultées—et un taux de chômage plus élevé que celui des hommes tandis que les prestations destinées aux mères qui travaillent étaient réduites.¹⁹ La crainte de voir la position des femmes dans le monde du travail se fragiliser, a-t-elle été confirmée par la suite?

A part la Slovaquie, les trois pays de la région dont l'économie est la plus prospère, dont la progression vers la démocratie libérale est la plus harmonieuse et qui s'insèrent le plus rapidement dans l'UE sont la République tchèque, la Hongrie et la Pologne. Pourtant, certains s'inquiètent de la montée en puissance de "démocraties masculines" dans la région, peut-être due à une intégration rapide dans la mondialisation.²⁰

Les taux d'emploi et d'activité des hommes et des femmes ont fortement diminué après 1990 et sont très bas dans deux des trois pays (Pologne et Hongrie) (voir la figure 5.2). C'est en République tchèque que les femmes ont le mieux réussi à conserver leur emploi, probablement parce que les compressions d'effectifs y ont été moins sévères que dans les deux autres pays.²¹ Les Polonaises, dont le taux d'inactivité était supérieur à celui des femmes des deux autres pays en 1989, avaient moins de chances de faire partie de la population active ou d'avoir un emploi en 2001. En Hongrie, le faible taux d'activité, des femmes peu qualifiées en particulier, est très inquiétant (voir l'encadré 5.1). Outre les suppressions massives d'emplois qui ont eu lieu au début des années 1990, l'âge précoce de départ à la retraite et des congés de maternité ou parentaux généreux, hérités de la période précédente, qui incitaient les mères (mais pas les pères) à quitter leur emploi, expliqueraient ce phénomène. Le taux d'activité des femmes est très inférieur à la

Tableau 5.1 Revenu d'activité moyen annuel des femmes en pourcentage de celui des hommes, par groupe d'âge, pour des travailleurs permanents à temps plein (du milieu à la fin des années 1990)

	Total 15+	15-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65+
Autriche	74,9	88,1	80,6	73,4	73,4	65,7	53,0
Canada	73,1	82,5	78,2	74,8	69,9	62,4	–
Danemark	82,8	–	–	–	–	–	–
Finlande	77,6	79,5	81,7	74,5	74,7	75,4	–
Espagne	77,9	77,9	85,9	82,1	73,8	63,9	34,4
États-Unis ⁽¹⁾	68,0	87,2	81,1	69,6	63,5	53,5	54,8
Irlande	65,0	–	–	–	–	–	–
Italie	81,2	93,9	88,9	79,7	80,2	80,2	67,8
Norvège ⁽²⁾	71,2	85,1	71,6	73,4	67,7	79,2	–
Pays-Bas	71,2	88,6	86,6	84,1	75,5	77,6	–
Royaume-Uni ⁽³⁾	73,8	–	–	–	–	–	–
Suède	78,7	84,2	80,2	77,4	76,4	76,6	–
Suisse ⁽¹⁾	76,4	95,1	87,2	80,9	69,6	72,3	–

Notes (1) Revenu annuel médian.

(2) Le groupe d'âge le plus jeune est celui des 16–24 ans.

(3) Gains hebdomadaires moyens; ce chiffre se rapporte à la Grande-Bretagne.

Source: Orloff 2002.

Tableau 5.2 Taux d'activité et ratio du salaire moyen femmes/hommes en République tchèque, en Hongrie et en Pologne

	Taux d'activité (en pourcentage de la population âgée de 15 à 64 ans)				Ratio du salaire moyen femmes/hommes		
	Hommes		Femmes				
	1990	2001	1990	2001	1988–1989	1995–1996	1999–2000
République tchèque	—	71,9	—	67,9	70,6	78,3	73,8
Hongrie	83,8	67,8	75,9	52,4	72,1	80,2	80,1
Pologne ⁽¹⁾	74,3 ⁽²⁾	64,3	57,0 ⁽²⁾	49,7	70,8 ⁽³⁾	64,9	65,2 ⁽⁴⁾

Notes: (1) Salaire des cols blancs uniquement. (2) Chiffres de 1988. (3) Chiffre de 1985. (4) Chiffre de 1985.

Sources: Pollert 2003; Fultz et coll. 2003, cité dans Fodor 2004b.

moyenne de l'UE (60 pour cent) et même à la moyenne des pays adhérents. C'est une situation nouvelle pour la Hongrie où la baisse a été la plus forte alors qu'en Pologne elle représente la continuation des tendances antérieures. La République tchèque est le seul pays dans lequel le taux d'activité des femmes, bien qu'il ait diminué, demeure relativement élevé (68 pour cent).

Le bas niveau de ces taux d'activité cause des problèmes évidents. Les ménages qui disposent d'un seul salaire ont rarement un niveau de vie convenable. Par conséquent, lorsque la femme n'a pas d'activité lucrative, toute la famille risque de plonger dans la pauvreté. Des études montrent qu'en Hongrie et en Pologne, les ménages les plus menacés sont ceux qui ont

des membres inactifs, les plus pauvres se composant d'un mari qui travaille et d'une femme au foyer élevant de jeunes enfants. En outre, les taux de divorce élevés et l'insuffisance de la protection sociale des mères seules placent les femmes sans emploi dans une situation particulièrement précaire.

Si ces trois pays présentent des caractéristiques communes, la hiérarchie entre les sexes s'y exprime différemment. En Pologne, l'importance accordée au rôle domestique des femmes et la discrimination sexuelle ancrée depuis longtemps dans le marché du travail relèguent la majorité des femmes au foyer. Certaines travaillent mais le chômage est endémique, les différences salariales entre les sexes sont énormes et les postes à responsabilité semblent être attribués de préférence à des hommes. Depuis 1989, l'Église a exercé une influence non négligeable sur la politique sociale, en particulier sur les décisions concernant l'avortement et la contraception, et prône ouvertement le respect des valeurs familiales et de la répartition traditionnelle des rôles entre les sexes.²²

En République tchèque, la transformation économique a été plus lente et moins radicale que dans les deux autres pays.

D'avantage de femmes exercent une activité lucrative mais elles occupent des postes subalternes et sont nettement défavorisées par rapport aux hommes. Chez les Hongroises, les clivages de classes et d'ethnies sont très prononcés. Ces clivages existent aussi dans les deux autres pays mais en Hongrie, la présence de la population rom confère une plus grande visibilité à l'exclusion sociale fondée sur le sexe, la race ou la classe sociale. Les femmes de la classe moyenne, surtout celles qui sont jeunes, sans enfant et instruites, ont réussi à se faire une place, ou à la conserver, sur le marché du travail et ont acquis des droits sociaux qui leur permettent de concilier leur vie professionnelle et familiale. Celles des catégories défavorisées restent à la traîne, n'ont pas d'emploi, sont contraintes de prendre prématurément leur retraite ou dépendent de l'assistance sociale.

Dans les pays de la région qui ont connu une transition plus brutale, beaucoup de personnes auparavant employées dans des entreprises publiques ou dans l'administration travaillent aujourd'hui dans l'économie informelle, souvent à domicile.²³ Parmi les travailleurs du secteur public, certains ont été licenciés mais perçoivent une pension de retraite minimale, et d'autres

Encadré 5.1 Femmes sans emploi en Hongrie

La proportion de Hongrois non actifs est élevée et en augmentation. Le nombre de femmes sans emploi âgées de 15 à 64 ans est passé de 1,5 million en 1999 à 1,7 million en 2001, soit une augmentation de 41 à 48 pour cent de ce groupe d'âge. (Pour les hommes, les taux étaient de 23 pour cent en 1999 et de 34 pour cent en 2001.) Tous les groupes d'âge sont concernés et la majorité des inactifs sont très peu qualifiés. Les raisons que donnent les femmes sont les études (27 pour cent), l'éducation des enfants (21 pour cent) et le départ précoce à la retraite (27 pour cent); un quart ne donnent aucune explication. En 2002, la grande majorité de celles qui ne faisaient pas d'études et qui n'étaient pas à la retraite, déclaraient vouloir travailler; leur nombre excédait largement celui des demandes d'emploi officielles. Mais il ne leur est pas facile de reprendre la vie active car beaucoup d'entreprises ont fait faillite et les employeurs ne sont pas en mesure de réembaucher leurs anciens salariés. Ce retour est particulièrement difficile après une longue période sans activité. Rares sont les personnes qui ont les moyens d'engager du personnel pour garder les enfants, prendre soin des malades et des personnes âgées ou faire le ménage. Pourtant, la plupart des ménages ont besoin d'un deuxième salaire. C'est pourquoi, les femmes qui le peuvent travaillent au noir quelques heures par jour ou par semaine dans leur voisinage (jardinage, garde d'enfants ou de personnes âgées, ménage). Ce sont des femmes pauvres, qui vivent de leur pension de retraite ou de l'allocation parentale, et qui sont prêtes à accepter n'importe quel emploi. Leur rémunération est très éloignée du salaire minimum officiel. La segmentation du marché du travail hongrois est très prononcée et il y a peu de passerelles entre l'économie informelle et le secteur structuré.

Source: Laky 2004.

ont pu conserver leur poste mais leur salaire ne leur permet pas de faire face à l'augmentation du coût de la vie. Les membres de populations minoritaires ou immigrées font généralement partie des catégories les plus démunies: tel est par exemple le cas des femmes kosovar et rom en Serbie et des Polonaises en Lituanie. Ces femmes, souvent exclues des créneaux les plus lucratifs de l'économie informelle, sont obligées de se débrouiller avec très peu de ressources financières et sociales.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD: INDUSTRIALISATION BLOQUÉE ET DIVERSIFICATION

Bien que la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord soit souvent étudiée comme un tout homogène (en raison de certaines caractéristiques culturelles, religieuses et historiques et aussi des nombreuses économies pétrolières), elle regroupe trois types d'économies: les économies pétrolières (comme le Koweït et l'Arabie saoudite), les économies pétrolières mixtes (comme l'Algérie, la République islamique d'Iran, l'Iraq et la Tunisie) et les économies non pétrolières (comme la Jordanie, le Maroc et la Turquie). Dans cette région, les taux d'activité féminins et l'accès des femmes à l'emploi rémunéré ont augmenté ces dernières années mais restent inférieurs aux chiffres enregistrés dans d'autres régions en développement (voir la figure 5.1).

A la faveur du processus d'industrialisation étatique des années 1970 et 1980, le secteur moderne de la plupart des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a été constitué d'entreprises et d'organismes publics. Les salaires élevés et les généreuses prestations sociales dont bénéficient les travailleurs de ce secteur ont été rendus possibles par les revenus pétroliers et les flux de capitaux et de main-d'œuvre (par exemple, les transferts de fonds des travailleurs de pays non pétroliers, émigrés dans les pays pétroliers ou mixtes). En outre, les impôts sur le revenu étaient parmi les plus bas du monde. Une étude comparative détaillée de l'évolution des salaires a révélé que dans la plupart de ces pays, ceux du secteur manufacturier étaient plus élevés

que dans des pays asiatiques comme la République de Corée, la Malaisie et les Philippines.²⁴

Néanmoins, la gestion politique du pétrole n'a pas apporté que des avantages. Elle a opacifié les mécanismes de concertation entre les citoyens et l'État en laissant des États autoritaires dominer l'économie et la société. Elle a aussi eu une incidence non négligeable sur le marché de l'emploi et empêché la diversification économique. Les salaires masculins élevés, l'émigration massive des hommes des pays non pétroliers vers les pays pétroliers, les rapatriements de fonds de ces travailleurs émigrés et la sanction de la société et de la loi à l'idéal de "l'homme soutien de famille" sont autant de facteurs qui ont contribué à la suppression de l'emploi féminin. Dans certains pays d'émigration, le secteur agricole est devenu tributaire du travail des femmes en raison de la pénurie de main-d'œuvre mais, dans l'ensemble, la région n'a pas atteint des taux d'activité féminins comparables à ceux de l'Asie du Sud-Est ou de quelques régions d'Amérique latine. Les femmes qui travaillaient exerçaient des professions libérales, principalement dans le secteur social. Par rapport à d'autres régions du monde, les femmes étaient minoritaires dans l'industrie, les emplois de bureau, le commerce et les postes administratifs et de direction.

L'effondrement du cours du pétrole en 1986 (de 28 à 7 dollars E.-U. le baril) a bouleversé la situation. Les gouvernements prirent des mesures d'austérité et tentèrent de passer d'une stratégie de développement encadrée par l'État, qui s'appuyait sur un vaste secteur public, à une stratégie de croissance fondée sur l'expansion du secteur privé. Ils encouragèrent le développement d'industries d'exportation qui, au Maroc, en Tunisie et en Turquie, absorbèrent une nombreuse main-d'œuvre féminine. Ailleurs qu'en Afrique du Nord et en Turquie, les industries d'exportation modernes n'ont pas réussi à prendre pied. En République islamique d'Iran, les recensements classent un grand nombre de femmes parmi la main-d'œuvre du secteur manufacturier mais la majorité d'entre elles exercent des activités informelles, à la campagne et dans des entreprises familiales, telles que le tissage de tapis ou la fabrication d'objets artisanaux.

Les conséquences de la réorientation de l'économie sur l'emploi des femmes et les rapports de force entre les sexes au sein du marché du travail ont été mitigées, mais certaines tendances se

dégagent, qui méritent d'être examinées de plus près. Premièrement, le nombre de femmes en quête d'emploi a augmenté et le taux de chômage féminin a atteint un niveau très élevé (voir le tableau 5.3).

Autre conséquence: l'essor des organisations non gouvernementales (ONG) féminines, qui jouent un rôle important dans les domaines culturel, politique et social et offrent des débouchés professionnels à des femmes qui n'en auraient peut-être pas trouvés dans les secteurs public ou privé.

Les compressions de personnel dans le secteur public ont fait disparaître beaucoup d'emplois, surtout dans les anciennes entreprises publiques mais, étonnamment, les femmes ont été très peu touchées. Dans la République islamique d'Iran, par exemple, les effectifs féminins de la fonction publique ont augmenté de 30 pour cent en 1986 à 38 pour cent en 1996. Dans toute la région, les femmes qui travaillent dans le secteur public sont de plus en plus nombreuses. La féminisation de la fonction

publique semble être liée à deux facteurs: l'élévation du niveau d'instruction des femmes et la dévalorisation du secteur public qui pousse les hommes vers un secteur privé en expansion et plus lucratif. Les emplois que les femmes obtiennent ne sont pas nécessairement de haut niveau: un pourcentage infime d'entre elles ont un poste administratif ou un poste de direction. A la fin des années 1990, ce pourcentage était inférieur à 6 pour cent en Algérie, République islamique d'Iran, Jordanie, Koweït et République arabe syrienne, et ne dépassait pas 10 à 13 pour cent en Egypte, Tunisie et Turquie.²⁵

Un phénomène singulier, observé depuis longtemps par les chercheurs, est la désaffection des femmes pour la vente et les services du secteur privé; il est confirmé par les chiffres de l'emploi salarié, desquels il ressort que les femmes sont sous-représentées dans le commerce de détail, les services, l'hôtellerie et la restauration. Certains lui ont donné une explication culturelle car ce sont des professions dans lesquelles les femmes ont

Tableau 5.3 Taux de chômage de certains pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (années 1990)

Pays	Année	Hommes (en%)	Femmes (en%)	Total (en%)
Algérie	1992	24,2	20,3	23,8
	1997	26,9	24,0	26,4
	2001	–	–	27,3
Bahreïn	1991	5,5	13,4	6,8
Egypte	1995	7,0	22,1	10,4
Jordanie	1991	14,4	34,1	17,1
	1994	12,9	28,3	15,0
	1997	11,7	28,5	14,4
	2000 (Nov.)	12,6	19,8	13,7
Liban	1996	8,6	7,2	7,0
Maroc (secteur urbain)	1992	13,0	25,3	16,0
	1998	17,4	22,9	18,7
Oman	1993	4,7	8,7	5,1
Rép. islamique d'Iran (secteur urbain)	1991	8,9	21,5	14,5
	1996	8,3	12,5	10,2
Syrie	1981	3,2	2,0	3,0
	1991	5,2	14,0	6,8
	1995	5,1	11,6	6,5
Tunisie	1993	14,7	21,9	16,1
Yémen	1991	14,0	6,0	12,3
	1994	10,1	5,4	9,1

Sources: Banque mondiale 1995a:5; Banque mondiale 2004a, cité dans Moghadam 2004; BIT 1999; CESAO 2000:37; Département des statistiques de la Jordanie différentes années; ERF 1996:103; ERF 1998:128; Ministère du Plan et du Développement du Yémen 1998; Moghadam 1998; République algérienne 2000; RII 1993, tableau 8, p. 64; RII 1997, tableau 3.1, p. 70.

le plus de chances de se trouver en contact avec des hommes inconnus. Pourtant les marchés urbains traditionnels—bazzars ou souks—sont le royaume des hommes qui y font du négoce et sont empreints d'une culture masculiniste et élitiste. Par conséquent, l'explication de ce phénomène réside probablement davantage dans l'ostracisme pratiqué par des réseaux masculins que par une "désaffection" des femmes elles-mêmes. Toutefois, les choses sont en train de changer. En Tunisie, par exemple, les femmes parviennent à pénétrer dans les segments les plus ouverts de ces secteurs, et la ségrégation sexuelle disparaît peu à peu.

Outre leur taux de chômage, les problèmes auxquels se heurtent les femmes sur le marché du travail tiennent aux défauts structurels de l'économie de ces pays, à l'aggravation des inégalités au sein de ceux-ci, à l'analphabétisme qui reste très répandu dans certains d'entre eux (tels que l'Égypte, l'Iraq, le Maroc, la République arabe syrienne et le Yémen) et à l'écart entre, d'un côté, une législation et des normes sociales anachroniques et, de l'autre, la vie réelle des femmes. En Tunisie, l'entrée en vigueur, en 2007, de l'Accord de libre-échange avec l'UE, pourrait, de surcroît, compromettre l'emploi des femmes et l'accès de celles-ci aux programmes sociaux. En effet, la suppression des obstacles tarifaires risque d'augmenter les importations et le déficit commercial, de réduire les recettes publiques tirées des droits de douanes et de remettre en question les programmes d'assistance sociale administrés par l'État, ainsi que de provoquer la mise à pied de milliers de travailleuses.

Des observations empiriques et des études ethnographiques signalent une recrudescence de l'emploi indépendant et d'autres formes de travail informel—de haute et de basse qualité—due au fait des femmes de différents milieux cherchent à s'installer dans une économie informelle à plusieurs niveaux. Il faudra cependant attendre les résultats d'autres études qualitatives et quantitatives pour pouvoir connaître l'ampleur du phénomène, les types d'activités informelles que les femmes (et les hommes) créent, les difficultés qu'elles rencontrent et la manière dont la hiérarchie sexuelle interagit avec d'autres formes de segmentation de l'économie informelle.

L'ÉCONOMIE INFORMELLE

L'économie informelle est quelquefois définie par ce qu'elle n'est pas: des activités et des entreprises non déclarées, non réglementées et qui ne paient pas d'impôts. Mais on s'aperçoit de plus en plus que des entreprises déclarées de l'économie structurée font parfois travailler dans leurs propres locaux une main-d'œuvre engagée sans contrats ni avantages sociaux, qui échappe à la protection de la loi. Par le biais d'accords de sous-traitance compliqués, elles emploient également des travailleurs à domicile sur une base tout aussi informelle. Enfin, la situation de certains "travailleurs indépendants" est extrêmement précaire; cette catégorie englobe un large éventail de relations d'emploi, y compris des formes de travail salarié à peine déguisées.²⁶

Pour tenir compte de cette diversité, la Conférence internationale du Travail a adopté, lors de sa session de 2002, une définition plus large de l'économie informelle. Le nouveau concept d'"emploi informel" désigne l'emploi sans contrat en bonne et due forme, sans les avantages liés à l'emploi et sans protection sociale, et recouvre les situations suivantes:

- Emploi indépendant dans des entreprises informelles (c'est-à-dire de petite taille et /ou non déclarées)
 - employeurs
 - personnes travaillant pour leur propre compte
 - travailleurs familiaux non rémunérés
- Emploi salarié informel (sans contrat garanti, sans avantages liés à l'emploi et sans protection juridique)
 - salariés d'entreprises informelles
 - salariés exerçant un emploi informel dans des entreprises formelles ou des ménages: travailleurs journaliers occasionnels, travailleurs domestiques, travailleurs en sous-traitance, travailleurs temporaires et à temps partiel (sans protection).²⁷

Le BIT a récemment publié une étude statistique sur l'économie informelle, qui donne une idée de la proportion d'hommes et de femmes concernés ainsi que de leur situation dans l'emploi et de leur rémunération.²⁸ Certaines de ses conclusions sont résumées ci-dessous.

Tableau 5.4 Part de l'emploi informel dans l'emploi non agricole de différentes régions et de certains pays, ventilée par sexe (1994-2000)

Région /pays	Part de l'emploi informel dans l'emploi non agricole (en %)	Femmes (en %)	Hommes (en %)
Afrique du Nord	48	43	49
Algérie	43	41	43
Egypte	55	46	57
Afrique subsaharienne	72	84	63
Afrique du Sud	51	58	44
Kenya	72	83	59
Tchad	74	95	60
Amérique latine	51	58	48
Bolivie	63	74	55
Brésil	60	67	55
Chili	36	44	31
El Salvador	57	69	46
Mexique	55	55	54
Asie	65	65	65
Inde	83	86	83
Indonésie	78	77	78
Thaïlande	51	54	49
Syrie	42	35	43

Source: BIT 2002b.

Dans les pays en développement

- L'emploi informel représente entre 50 et 75 pour cent de l'emploi non agricole: 48 pour cent en Afrique du Nord, 51 pour cent en Amérique latine, 65 pour cent en Asie, 72 pour cent en Afrique subsaharienne (tableau 5.4).
- Dans toutes les régions hormis l'Afrique du Nord, les activités informelles sont en général une source d'emplois plus importante pour les femmes que pour les hommes (tableau 5.4).
- Dans toutes les régions, l'emploi indépendant représente une plus forte proportion de l'emploi informel (hors agriculture) que l'emploi salarié. Dans la plupart des pays, cette proportion est plus importante pour les femmes que pour les hommes (tableau 5.5).
- Bien que leurs taux d'activité soient inférieurs à ceux des hommes, les femmes semblent, selon les données lacunaires

qui existent, être très nombreuses dans le travail à domicile et le commerce ambulante.

- En règle générale, les travailleurs de l'économie informelle ne bénéficient pas de la protection sociale garantie par la législation et gagnent moins, en moyenne, que les travailleurs de l'économie formelle.

Les femmes de toutes les régions du monde évoquent les avantages—la souplesse notamment—du travail à temps partiel et du travail à domicile. Mais c'est une souplesse qui est généralement à sens unique; elle reflète la nécessité qu'ont les employeurs d'accéder à une main-d'œuvre que ses obligations familiales excluraient normalement du marché du travail.²⁹ Dans l'ensemble, ce type de travail est peu rémunéré, précaire et n'est assorti d'aucun contrat donnant droit à des congés payés ni à des congés de maladie et de maternité. Aucune pension de retraite n'est prévue, l'idée étant que les retraitées seront prises

Tableau 5.5 Emploi salarié et indépendant dans le secteur informel non agricole de différentes régions et de certains pays, ventilé par sexe (1994–2000)

Région/pays	Part de l'emploi indépendant dans l'emploi informel non agricole (en %)			Part de l'emploi salarié dans l'emploi informel non agricole (en %)		
	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
Afrique du Nord	62	72	60	38	28	40
Algérie	67	81	64	33	19	36
Egypte	50	67	47	50	33	53
Afrique subsaharienne	70	71	70	30	29	30
Afrique du Sud	25	27	23	75	73	77
Kenya	42	33	56	58	67	44
Tchad	93	99	86	7	1	14
Amérique latine	60	58	61	40	42	39
Bolivie	81	91	71	19	9	29
Brésil	41	32	50	59	68	50
Chili	52	39	64	48	61	36
El Salvador	65	71	57	35	29	43
Mexique	54	53	54	46	47	46
Asie	59	63	55	41	37	45
Inde	52	57	51	48	43	49
Indonésie	63	70	59	37	30	41
Thaïlande	66	68	64	34	32	36
Syrie	65	57	67	35	43	33

Source: BIT 2002b.

en charge par leurs époux ou fils.³⁰ Et même l'avantage présumé de la souplesse—adaptation du travail aux obligations familiales des femmes—n'est pas forcément intéressant, par exemple, lorsque la main-d'œuvre domestique est abondante et bon marché, et aussi lorsque le revenu du travail des femmes est le seul revenu du ménage.³¹

Exode rural vers l'économie informelle

Des études de cas permettent d'approfondir l'analyse des disparités entre les sexes dans l'économie informelle. De tout temps, l'appauvrissement des campagnes a engendré l'exode rural et c'est encore le cas aujourd'hui. Les migrants sont issus de toutes les couches de la société et ceux qui ont un capital, des compétences et des relations sont ceux qui s'en sortent le mieux.³² Les femmes qui émigrent sont souvent considérées comme les

simples accompagnatrices de leurs maris: en Inde, par exemple, bien qu'elles soient plus nombreuses que les hommes, seulement 1 pour cent sont comptabilisées parmi les migrants en quête d'emploi. Pourtant, les épouses cherchent bel et bien du travail, retournant chez elles si elles n'en trouvent pas. Celles qui restent sont des migrantes à part entière.³³ Les schémas migratoires des femmes peuvent changer rapidement, en fonction de l'évolution du marché du travail; c'est ce qui s'est passé récemment au Bangladesh.³⁴

Au cours de la décennie écoulée, le travail des jeunes migrantes d'origine rurale dans l'industrie manufacturière d'exportation a été amplement étudié, mais les conséquences de ce travail pour les femmes concernées donnent lieu à des interprétations divergentes. Une chose est sûre, c'est que la majorité d'entre elles se trouvent à l'échelon le plus bas, le moins visible, de l'échelle des emplois informels. Beaucoup n'ont ni les

compétences ni les relations qu'il faudrait pour trouver des emplois stables convenablement rémunérés. Elles vivent généralement dans des logements insalubres, sans le moindre confort, et sont souvent à la merci de "caïds" locaux.³⁵

Une étude qui présente un intérêt particulier dans le contexte général de la libéralisation a été réalisée à Dhaka (Bangladesh).³⁶ Elle compare la rémunération et les conditions de travail des ouvrières de l'industrie d'exportation du vêtement à celles des femmes qui travaillent pour le marché intérieur. Ces dernières ont des conditions de travail beaucoup plus lâches que les ouvrières des entreprises d'exportation : rares sont celles qui ont un contrat écrit, sous quelque forme que ce soit (4 pour cent) ou qui ont droit à des congés de maternité (18 pour cent), au paiement des heures supplémentaires (8 pour cent) ou à des soins médicaux sur leur lieu de travail (13 pour cent). Les femmes qui travaillent dans la confection destinée à l'exportation, surtout lorsque leur entreprise est dans une zone franche, sont en général plus jeunes, issues de milieux beaucoup plus aisés et mieux instruites (elles doivent avoir le niveau de l'école primaire pour pouvoir être embauchées).

La majorité des femmes qui travaillent dans l'économie informelle du pays, qu'elles soient indépendantes ou salariées, exercent un éventail restreint d'activités. Celles qui sont salariées effectuent principalement des travaux domestiques, des travaux manuels occasionnels (souvent sur ces chantiers de construction) et des petits travaux manufacturiers ; celles qui sont indépendantes ont des petits magasins ou ateliers de couture, ou sont des marchandes ambulantes. Au moment de l'enquête, plus de la moitié (52 pour cent) avaient été sans travail pendant une partie de l'année précédente, ce qui est un problème grave pour les travailleurs informels. Le fait qu'elles passent moins de temps au travail que les ouvrières de l'industrie du vêtement, dont les journées de travail sont très longues, ne correspond pas à un choix délibéré de leur part. Le travail intermittent est plus souple que le travail en usine mais il se caractérise souvent par un niveau élevé de sous-emploi, c'est-à-dire que les revenus fluctuent et sont bas.

Au Bangladesh, l'industrie du vêtement destinée à l'exportation, soutenue par des capitaux nationaux sous la protection de l'Accord multifibres (AMF), emploie 1,5 million de femmes

(sur un effectif total de 1,8 million de travailleurs).³⁷ Bien que les conditions de travail soient inférieures aux normes internationales dans beaucoup de ses usines, quantité d'observateurs et de travailleuses interrogées considèrent que la création d'emplois pour les femmes dans une société aussi patriarcale est une bonne chose.³⁸ Dans d'autres pays cependant, l'intégration à l'économie mondiale n'a pas donné naissance à une industrie d'exportation dynamique et n'a pas amené les entreprises mondiales à utiliser la vaste réserve potentielle de main-d'œuvre. Beaucoup de pays africains se sont désindustrialisés alors que l'exploitation des ressources naturelles (minières et forestières) et les activités commerciales se sont accrues. Déjà au début des années 1990, les entreprises commerciales représentaient 50 pour cent des entreprises du Swaziland, plus de 60 pour cent de celles du Botswana et près de 70 pour cent de celles du Kenya et de l'Afrique du Sud, alors que pour l'industrie manufacturière, les pourcentages étaient de 17 pour cent seulement en Afrique du Sud et au Botswana et de 35 pour cent au Lesotho. Le Zimbabwe faisait figure d'exception avec 65 pour cent d'entreprises manufacturières mais depuis, la libéralisation l'a obligé à se tourner de plus en plus vers le commerce.³⁹ Les industries d'exportation n'ayant pas réussi à s'implanter, l'emploi féminin est concentré dans le commerce et les services plutôt que dans la production industrielle.⁴⁰

Beaucoup de femmes du secteur informel urbain de l'Afrique subsaharienne travaillent ou ont travaillé pour le compte d'autrui, dans le cadre d'une relation d'emploi qui a été qualifiée d'ambiguë et d'exploitation perverse des très pauvres par des pauvres.⁴¹ C'est par exemple le cas des porteuses ou kayaye des marchés urbains du sud du Ghana. La plupart sont de jeunes migrantes des zones rurales du nord du pays, qui gagnent leur vie en portant des marchandises sur leur tête pour les vendeurs ou les acheteurs (voir l'encadré 5.2). En Amérique latine, le ralentissement économique de la "décennie perdue" des années 1980 a fait augmenter le chômage et accéléré l'expansion de l'emploi de mauvaise qualité, principalement dans l'économie informelle. Pendant les années 1980 et 1990, huit créations d'emploi sur dix ont eu lieu dans le secteur informel et en 1999, les salaires du secteur manufacturier n'avaient augmenté que de 3 pour cent par rapport à leur niveau de 1980.⁴²

Par exemple, les graves crises macroéconomique et financière que subirent la Bolivie et l'Équateur au cours de ces dix dernières années, et la restructuration qui s'ensuivit, provoquèrent dans ces deux pays un essor de l'économie informelle non agricole. Il y eut bien intégration à l'économie mondiale mais sans création d'une industrie manufacturière d'exportation ni afflux de capitaux étrangers. Une récente étude montre à quel point les activités informelles se sont développées et met en évidence la variabilité des revenus de ces activités ainsi que la vulnérabilité des travailleurs concernés et des femmes en particulier.⁴³ Dans les communautés urbaines défavorisées sur lesquelles porte cette étude, seulement 18 à 20 pour cent des travailleurs, en majorité des hommes, ont un emploi formel. Les femmes travaillent en général dans de petites entreprises familiales qui fabriquent des produits d'artisanat traditionnel, des

meubles, des chaussures, du cuir et des vêtements; ces marchés informels ont récemment souffert de l'invasion de produits de seconde main, qui proviennent principalement des États-Unis. El Alto, cité-satellite de La Paz (capitale de la Bolivie), dont la grande majorité des habitants vivent de microentreprises, du commerce de rue et d'autres activités similaires, est devenue un archétype de "ville informelle" indigène. Dans les deux pays, les activités de l'économie informelle sont des activités de survie peu rentables et peu productives.

Encadré 5.2 Les *kayaye* du Ghana ou l'exploitation des très pauvres par les pauvres

Dans les agglomérations ghanéennes, les commerçantes et leurs clientes font transporter leurs marchandises du lieu d'achat à leur moyen de transport par des filles et des femmes, dénommées *kayaye*, qui portent les charges sur la tête. Au Ghana et dans d'autres pays d'Afrique, cette méthode de portage est pratiquée par les femmes alors que les hommes sont équipés de chariots ou de brouettes.

Le travail des porteuses est organisé autour d'un réseau de relations ethniques, qui aide les filles à quitter les zones rurales et à s'insérer dans la vie urbaine, en leur fournissant un endroit où loger et des outils de travail ainsi qu'en leur donnant accès à un système d'épargne. La plupart des *kayaye* d'Accra, par exemple, sont originaires du nord du Ghana, région la plus pauvre du pays, et passent six mois par an en ville. Elles restent en contact étroit avec leur famille, à qui elles envoient une partie de leurs gains. Pour survivre, elles logent à plusieurs et forment des clubs d'épargne.

Les *kayaye* habitent dans des cabanes en bois, installées à l'entour des marchés, qui servent de lieu de travail le jour et d'abri une fois la journée de travail terminée. Elles paient une quote-part et dorment sur du carton, des sacs ou un morceau de tissu. Le fait qu'elles ne puissent utiliser la cabane comme logement que la nuit, les empêche d'y entreposer leurs effets personnels et de s'occuper de leurs enfants. Ceux-ci sont confiés à des gardiennes qui n'ont parfois pas plus de six ans et qui font ce travail en attendant de devenir elles-mêmes porteuses. En raison de leurs conditions de logement, les *kayaye* sont à la merci des agressions sexuelles.

Elles font partie d'une population toujours plus nombreuse de sans-abri, dont les femmes, lorsqu'elles ne sont pas porteuses ou marchandes de rue, se prostituent. Certaines *kayaye* se prostituent elles aussi la nuit pour compléter leur maigre revenu. On trouve aussi dans le commerce du sexe, où la demande est importante, des enfants qui n'ont pas plus de dix ans. Pas plus qu'elles ne sont en mesure d'exiger une rétribution convenable pour leurs services de porteuses, ces filles n'ont le pouvoir d'exiger des rapports sexuels protégés et correctement rémunérés. Elles ont rarement accès à des services de santé génésique et à l'avortement médicalisé.

Source: UNICEF 2002.

Perpétuation de l'informalité pour déguiser l'emploi

Dans bien des régions du monde, des relations d'emploi sont délibérément déguisées ou volontairement floues. Généralement, les postes les plus sûrs sont pourvus à l'issue d'un processus de recrutement sélectif, qui accorde la préférence aux candidats masculins en raison de leur meilleur niveau de formation et d'autres avantages. En outre, les candidats retenus sont souvent issus des catégories sociales privilégiées ou des groupes

ethniques favorisés. Les femmes ne peuvent surmonter les nombreux préjugés dont elles font l'objet et restent bloquées dans la main-d'œuvre occasionnelle.

L'encadré 5.3 décrit le processus de segmentation du travail dans l'industrie agroalimentaire de l'Inde. Dans beaucoup de situations de ce type, bien que la relation d'emploi soit manifeste, le travailleur n'est pas protégé par la législation du travail et ne bénéficie pas des avantages liés à l'emploi. Dans d'autres cas, il y a bien un contrat mais la relation est délibérément déguisée en transaction commerciale. De cette façon,

Encadré 5.3 La stratification des marchés dans le sud de l'Inde aggrave l'insécurité

Dans les petites villes du sud de l'Inde qui vivent de l'agro-industrie, la sécurité du travail fait souvent défaut et cela pour plusieurs raisons. Cette industrie dépend d'unités informelles placées sous la férule des hommes de la famille patriarcale, qui disposent à leur gré de la sécurité des travailleurs. Ceux-ci sont sélectionnés en fonction de leur lieu d'origine (local), de leur caste (en évitant généralement les castes du bas de l'échelle sociale) et du sexe (hommes). Il y a quelques emplois permanents, très recherchés, dans des domaines qui vont de la surveillance de nuit à la comptabilité. Les contrats sont individualisés et oraux. Les salaires sont payés selon une périodicité variable qui peut être d'un an. En revanche, les licenciements sont immédiats, sans préavis. Certains emplois permanents sont à temps partiel, d'autres sont saisonniers. La main-d'œuvre employée dans ce secteur a généralement droit à une sorte d'assistance dispensée sous forme de prêts ou de dons en argent pour couvrir des frais médicaux ou des dépenses d'éducation et pour les mariages. Cette assistance peut être considérée comme une pâle imitation des régimes publics de protection sociale mais elle a aussi pour but de retenir les salariés appréciés par l'employeur.

Les autres travailleurs, ceux qui sont engagés occasionnellement, sont totalement à la merci de l'employeur et n'ont droit à aucun avantage d'aucune sorte. Les traitements sont bas et fluctuent, le taux de rotation du personnel est élevé et la sécurité est inexistante. Les recruteurs appartiennent à la catégorie supérieure et bénéficient de primes annuelles et de prêts modiques mais la direction les encourage à renouveler souvent le personnel pour lui éviter de verser les "dons" annuels et de se soumettre à son devoir de protection. La main-d'œuvre masculine est parfois syndiquée mais les syndicats sont tellement nombreux que ce sont les pouvoirs publics qui arbitrent les différends, ceux-ci appliquant rarement la législation du travail en faveur des travailleurs. Les inspecteurs du travail, qui doivent couvrir un territoire immense et n'ont pas les ressources nécessaires pour faire appliquer la loi, sont souvent corrompus et impliqués avec les patrons dans le contournement de la législation et des droits du travail.

Quant aux travailleuses occasionnelles, elles sont soumises à la plus grande précarité, à des mauvais traitements et au harcèlement, leurs conditions de travail sont dangereuses et insalubres et leurs salaires sont souvent qualifiés d'argent de poche par les patrons eux-mêmes. Les entreprises de ce type sous-traitent le travail depuis des dizaines d'années, souvent dans les campagnes pour éviter les inspections et tirer profit d'une main-d'œuvre familiale bon marché ou non salariée et de loyers peu coûteux ainsi que de la facilité de passer outre à leurs obligations sociales et à l'impôt. Ainsi, le capital utilise des méthodes illégales et une conception bien à lui de la protection sociale pour précariser au maximum la majorité du personnel et garantir un peu plus de sécurité à une petite minorité valorisée.

Source: Harriss-White 2000.

l'employeur peut se soustraire à la législation du travail et, par tant, à son devoir le plus élémentaire de protection de son personnel contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, pour ne pas parler des prestations sociales. Une autre stratégie consiste à admettre l'existence de la relation d'emploi mais à engager continuellement le même travailleur avec des contrats de courte durée—en en faisant un “travailleur temporaire permanent”—de façon à ne pas lui accorder les prestations sociales ni les autres avantages auxquels il aurait droit.

Il existe aussi des cas où la relation d'emploi est ambiguë: par exemple, lorsque les ouvriers qui dépendent d'une entreprise travaillent chez eux à la pièce et non sur un lieu de travail organisé. Un nombre croissant de personnes travaillent pour des sous-traitants ou des intermédiaires et non pas directement pour l'entreprise qui utilise leur travail. En pareil cas, le travailleur ne connaît que la personne qui lui fournit la matière première et vient rechercher les produits finis. En général, l'intermédiaire lui-même (ou elle-même) ne dispose que d'une étroite marge bénéficiaire et se trouve aussi dans une situation précaire.

Après la crise asiatique, l'industrie du vêtement des Philippines a été restructurée; beaucoup de femmes ont perdu leur emploi formel mais sont restées dans cette industrie. L'une d'elles, devenue recruteuse pour son ancienne entreprise, organise le travail de ses anciennes collègues, qui brodent désormais à domicile les smocks des vêtements d'enfant. C'est Gloria Bularin dans l'encadré 5.4 ci-dessous qui exemplifie les nombreuses strates du travail en sous-traitance et la rémunération extraordinairement basse des travailleuses qui se trouvent en

fin de chaîne. Il est toujours très difficile de savoir ce que gagne le sous-traitant direct.

Informalisation et externalisation

Face à l'informalisation croissante de l'emploi, il est important de comprendre le processus qui conduit à la déconstruction de celui-ci et à sa disparition des lieux de travail protégés. Rien ne garantit que le monde du travail aille vers plus d'organisation, au contraire. On a pensé à tort que certaines activités et entreprises étaient fixées soit dans l'économie organisée soit dans l'économie informelle. En effet, des activités et entreprises de l'économie organisée sont devenues informelles, souvent avec les mêmes travailleurs. Une étude sur l'impact des compressions de personnel et de l'instauration de la sous-traitance et d'autres formes de travail “flexibles” dans le contexte de la libéralisation montre que tel est le cas des entreprises du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure de l'Afrique du Sud, qui étaient protégées et subventionnées sous le régime de l'apartheid.⁴⁴

Avec l'abaissement des obstacles au commerce, les importations envahissent le pays. A la fin des années 1990, l'emploi et la production commencèrent à décliner dans le secteur de la chaussure puis dans ceux de l'habillement, du textile et du cuir. Les plans de restructuration et de “rationalisation” mis en œuvre dans ces branches d'activité qui employaient beaucoup de main-d'œuvre se sont soldés par d'énormes réductions d'effectifs.

Encadré 5.4 Sous-traitance et fixation des prix dans la confection, Philippines

Angono est une petite ville des Philippines qui est connue pour sa broderie. Le donneur d'ordre est Carol's, un grand distributeur local de vêtements d'enfant. Dans cette chaîne de production nationale, la layette brodée à la main se vend entre 6,86 et 9,80 dollars E.-U. Diana Juan est l'un des fournisseurs de Carol's. Elle fait faire la couture sur place et sous-traite la broderie à Marisol Ungate au prix de 0,03 dollar la ligne. Marisol Ungate sous-traite à Gloria Bularin au prix de 0,02 dollar la ligne. Gloria Bularin distribue le travail à des travailleuses à domicile qu'elle paie entre 0,01 et 0,015 dollar la ligne.

Source: Doane et coll. 2003, cité dans Lund 2004.

L'emploi féminin pâtit de l'informalisation croissante du lieu de travail. En effet, "rationalisation" est synonyme de rotation des postes, d'externalisation et de sous-traitance. Si certaines ouvrières licenciées ont été encouragées à acheter leur propre matériel et à s'établir à domicile, un nombre croissant de femmes évincées des usines d'habillement et de produits textiles se retrouvent dans le commerce de rue ou d'autres activités de survie de l'économie informelle. Bien que les autorités se soient engagées à aider les petites et moyennes entreprises, celles-ci ne bénéficient d'aucun soutien de l'État ou, en tout cas, du gouvernement central.⁴⁵

Le travail à domicile prend de l'ampleur dans de nombreux pays, principalement parmi les femmes. Des millions de ces travailleuses rétribuées à la pièce par des sous-traitants, améliorent ainsi, depuis leur domicile, le rendement d'entreprises manufacturières du secteur formel ou de leurs intermédiaires. Leur très maigre rémunération les oblige parfois à effectuer de très longues journées, voire à travailler la nuit, pour pouvoir gagner de quoi vivre. Et elles mettent souvent leurs enfants à contribution, qui deviennent ainsi une main-d'œuvre auxiliaire. Dans ces zones, la législation du travail et la protection sociale sont inconnues. La dispersion géographique des travailleurs à domicile rend l'action collective particulièrement difficile mais s'ils veulent changer leurs conditions de travail, ils doivent négocier pour obtenir des commandes plus régulières, l'augmentation de leur taux de rémunération et le paiement plus rapide de leur salaire (voir l'encadré 5.5).

Beaucoup de femmes qui travaillent à domicile transforment des produits qui repartent dans la chaîne de valeur mondiale tandis que d'autres participent à la fabrication d'articles destinés au marché national. Dans le milieu des années 1990, on estimait que dans le seul secteur de l'habillement, le pourcentage de travailleurs à domicile par rapport à la main-d'œuvre totale était de 38 pour cent en Thaïlande, de 25 à 39 pour cent aux Philippines, de 30 pour cent dans une région du Mexique, de 30 à 60 pour cent au Chili et de 45 pour cent au Venezuela.⁴⁶ Des travaux beaucoup plus récents indiquent que ces emplois "flottants" sont aujourd'hui menacés en raison de l'intensification de la concurrence à laquelle sont soumises les exportations de vêtements et de produits textiles sur les

marchés mondiaux, qui conduit les entreprises à réduire encore leurs coûts.

Informalisation et compressions de personnel dans le secteur public

Dans quantité de pays à bas revenu, les travailleurs du secteur public sont eux aussi allés grossir les effectifs de l'économie informelle, même lorsqu'ils avaient réussi à conserver leur emploi malgré les compressions de personnel. Les réformes de la fonction publique qui ont été appliquées au début des années 1990 se sont souvent traduites par d'énormes réductions d'effectifs; aujourd'hui, les réformes sont plutôt guidées par les principes du new public management (gestion administrative axée sur les résultats) qui visent à réorienter les systèmes d'incitations et à externaliser certaines fonctions de l'administration publique (voir le chapitre 11).⁴⁷

Prenons par exemple le Cameroun. Comme beaucoup d'autres pays africains, le Cameroun a subi une récession dans le milieu des années 1980 et a ensuite appliqué un programme d'ajustement structurel. Les réformes visaient notamment la fonction publique. Outre la réduction des effectifs du secteur public par des mises à pied et des départs à la retraite (durant le seul exercice 1995-96, sept ministères ont licencié une grande partie de leur personnel), les conditions d'emploi dans la fonction publique ont été largement revues à la baisse. En trois ans, les fonctionnaires ont vu leurs salaires diminuer de 60 pour cent et encore ceux-ci ont-ils été versés avec un énorme retard. Comme dans de nombreux autres pays africains, pour compenser le manque à gagner et la baisse de leur niveau de vie les fonctionnaires commencèrent à faire des incursions dans l'économie informelle (voir l'encadré 5.6).⁴⁸

Les femmes et les hommes ne sont pas à égalité dans la fonction publique. Les femmes occupent rarement des postes administratifs et de direction, et elles sont généralement regroupées dans les services, de la santé et de l'enseignement notamment. Il n'est pas facile de trouver des statistiques fiables permettant de comparer les effectifs féminins et les effectifs

Encadré 5.5 Travailleurs à domicile et travailleurs indépendants

Les travailleurs à domicile n'ont pas du tout les mêmes problèmes que les travailleurs indépendants, même si, comme les travailleurs indépendants, ils n'ont pas de pouvoir de négociation et sont censés pourvoir eux-mêmes à leur protection sociale. Ils n'ont en général d'autre choix que d'accepter un salaire médiocre, de travailler sans contrat ni avantages sociaux et d'assumer une partie des coûts de production. ... La plupart des travailleurs indépendants, hormis dans les professions libérales de haut niveau, ont un accès limité au marché et se heurtent à la concurrence. Pour améliorer leur situation, les travailleurs à domicile ont besoin d'un plus grand pouvoir de négociation pour réclamer des commandes plus régulières, l'augmentation de leur taux de rémunération et le paiement des arriérés de salaire (problème fréquent des travailleurs à domicile du monde entier). Quant aux travailleurs indépendants, ils ont besoin d'un accès plus large aux marchés financiers et d'être en mesure de faire face à la concurrence sur les marchés des produits. En d'autres termes, le problème des travailleurs à domicile est plutôt un problème d'*exploitation* et celui des travailleurs indépendants un problème d'*exclusion*. A ces problèmes différents correspondent des stratégies différentes. Pour lutter contre l'exploitation sur le marché du travail, la négociation collective, par exemple, permettra d'obtenir une augmentation de salaire alors que pour lutter contre l'exclusion sur les marchés des capitaux et des produits, il faudra des services financiers, des services de marketing et des services aux entreprises.

Source: BIT 2002b.

masculins qui ont été licenciés dans la fonction publique; beaucoup dépend des secteurs dans lesquels des emplois ont été supprimés. En outre, il est probable que la détérioration des conditions de travail et des salaires qu'ont entraînée les réformes a touché plus particulièrement le personnel subalterne. Les personnels féminins des services de santé subissent cette détérioration et leurs relations avec les utilisatrices de ces services s'en ressentent (voir le chapitre 8).

Le cas de la Chine

En Chine où les entreprises d'État employaient énormément de femmes, celles-ci ont vu s'écrouler leurs perspectives d'emploi et de sécurité avec la restructuration industrielle. En raison du dynamisme de ses industries d'exportation, qui attirent chaque année des millions de jeunes de la campagne, la Chine est souvent considérée comme un pays qui menace l'emploi dans d'autres régions du monde. En 2000, 48 pour cent des travailleurs migrants du pays étaient des femmes.

Ceux pour qui la Chine est l'"atelier du monde" manquent d'objectivité; ils laissent de côté les immenses inégalités—entre

les classes, les régions, les zones urbaines et rurales, les âges et les sexes—créées en 25 ans d'une réforme du marché qui a profondément restructuré l'économie et la population active. La privatisation de l'industrie a porté un coup très dur aux droits des travailleurs de l'État en faisant voler en éclats leur sacrosainte sécurité de l'emploi et de revenu. Les entreprises collectives, qui fonctionnaient auparavant comme des filiales de l'État, ont elles aussi souffert de licenciements massifs. En 1993, le syndicat officiel indiquait que les travailleuses constituaient 37 pour cent des employés de l'État mais 60 pour cent des licenciés et des chômeurs. En 1999, les femmes représentaient 45 pour cent des travailleurs licenciés.⁴⁹

Le travail informel, baptisé "emploi flexible" par certains chercheurs chinois, est devenu la principale source de revenu des chômeurs. L'ampleur de cette forme d'emploi varie selon les villes et les régions, mais le ministère du Travail estime que sur les 25 millions de travailleurs mis à pied et de chômeurs que compte le pays, 15 millions ont trouvé du travail dans l'économie informelle.⁵⁰ Ceux qui en avaient les moyens ont monté des entreprises privées ou familiales telles que des restaurants, des salons de coiffure ou des commerces de proximité. A l'autre

Encadré 5.6 Stratégies opportunistes des enseignants et des personnels de santé dans la province du Sud-Ouest du Cameroun

Avant la crise économique, les enseignants étaient les fonctionnaires les mieux rémunérés du Cameroun. Lorsque les réformes commencèrent à rogner leurs salaires, ils comblèrent le manque à gagner avec des activités informelles. Ils représentent aujourd'hui le plus gros effectif de salariés du secteur formel récemment arrivés dans l'économie informelle: 67 sur 75 enseignants interrogés aux fins d'une étude se livraient à de telles activités. Les personnels de santé et les employés de bureau commencent à les rejoindre.

Ces salariés du secteur public mettent à profit leur position, leur équipement et leur temps de travail pour gagner de l'argent à côté. La manière dont ils s'y prennent dépend de leur poste et n'est pas du tout la même selon qu'ils sont de sexe masculin ou de sexe féminin. Dans le cas des enseignants, une majorité d'hommes donnaient des cours privés à des particuliers ou à des classes et vendaient des photocopies de leurs notes de cours à des élèves de l'enseignement secondaire ou supérieur, tandis que la majorité des femmes montaient des petits commerces. Elles vendaient des repas à l'heure du déjeuner ainsi que des snacks et des articles non alimentaires. Ce genre de commerce nécessite très peu de capital.

Les membres du personnel infirmier, à l'instar des enseignants, exerçaient des activités informelles qui étaient en relation avec leur emploi formel. Les "cabinets privés", au départ clandestins et peu nombreux, se multiplièrent et commencèrent à exercer au grand jour après l'échec de la grève générale et de la grève des hôpitaux du début des années 1990, organisées pour revendiquer une amélioration des conditions de travail et des salaires. Ceux et celles qui exercent leur profession "en privé" procèdent à de petits examens médicaux et à la vente de médicaments à l'extérieur des hôpitaux, vendent des produits pharmaceutiques dans les hôpitaux et, pendant leurs heures de travail, prodiguent des soins infirmiers à domicile ou associent soins de santé informels et petit commerce.

Source: Agbaw 2000, cité dans Tsikata 2004.

extrémité, en particulier dans la "rust belt" (ceinture rouillée) du nord-ouest où l'économie fonctionne au ralenti, le travail occasionnel est le seul qui existe. Les hommes louent leurs services à la journée sur les chantiers de construction, donnent de temps à autre un coup de main à des entreprises privées ou font du commerce dans la rue. Les femmes optent parfois pour la prostitution. Une enquête menée auprès de plus de 100 prostituées dans trois villes du nord-ouest a révélé que 74 pour cent d'entre elles avaient été ouvrières dans d'anciennes entreprises d'État et que la plupart (92 pour cent) s'étaient résignées à cette activité après avoir cherché un autre travail pendant plus de quatre ans.⁵¹

En ce qui concerne le réemploi des travailleurs licenciés, aucun schéma clair de disparité entre les sexes ne se dégage. Des études qualitatives proposent à ce sujet des interprétations divergentes. L'une d'elles, réalisée à Wuhan, constate que les femmes sont plus enclines que les hommes à monter une entreprise de

services, ceux-ci ayant généralement de la répugnance pour ce genre d'activité mais obtenant plus facilement un poste dans des entreprises qui ont déjà pignon sur rue.⁵² Selon une autre étude menée dans trois villes, la discrimination fondée sur l'âge est au moins aussi grave que la discrimination sexuelle. Parmi les plus de 30 ans, la quasi-totalité des personnes interrogées ont déclaré que l'âge constituait un plus grand obstacle que le sexe à la recherche d'un nouvel emploi. A cela s'ajoute l'effet de cohorte, celle des plus de 30 ans constituant la génération malchanceuse qui a été envoyée à la campagne pendant la révolution culturelle et a été privée d'une instruction solide.⁵³

Un autre élément dont les débats concernant la Chine font souvent abstraction est la montée des conflits du travail. Les actions revendicatives conventionnelles et irrégulières se sont multipliées, sous forme de pétitions, d'arbitrages et d'actions en justice, de manifestations, de marches et de barricades. L'État a réagi par un savant dosage de concessions et de répression. Les

revendications d'ordre économique sont admises et en général expédiées avec une aumône financière versée par le gouvernement central ou provincial. En revanche, les revendications d'ordre politique, exigeant par exemple le renvoi d'un dirigeant ou impliquant tout le personnel d'une usine, sont durement réprimées et sévèrement punies. Il existe un seul syndicat légal, la Fédération des syndicats de Chine. Les syndicats indépendants sont interdits et ceux qui ont tenté d'en former ont été accusés de trahison ou de subversion. Cependant, même lorsque les syndicats et les ONG sont légaux et tolérés, l'organisation des femmes qui travaillent dans l'économie informelle est extrêmement difficile.

LES ORGANISATIONS DE TRAVAILLEURS DU SECTEUR INFORMEL

L'émergence, aux échelons national et international, de nouvelles formes d'organisation parmi les travailleuses de l'économie informelle est l'une des nouveautés encourageantes des années 1990. L'Association des travailleuses indépendantes (*Self-Employed Women's Association*—SEWA) du Gujarat, en Inde, est l'une des plus anciennes et des plus connues. Beaucoup d'autres se sont créées au cours de ces dernières années, parfois sur le modèle de la SEWA comme, en 1993, l'Union des travailleuses indépendantes d'Afrique du Sud (*South African Self-Employed Women's Union*—SEWU). Ces organisations regroupent des vendeuses de rue, des travailleuses à domicile et des petites agricultrices. D'autres associations féminines, indépendantes ou membres d'une fédération syndicale nationale, tentent d'organiser les employées de maison, main-d'œuvre qui reste très vulnérable dans de nombreux pays développés et en développement.

De tout temps, les femmes ont eu beaucoup de mal à faire valoir leurs intérêts au sein des syndicats à prédominance masculine. Lors de la révolution industrielle du XIXe et du début du XXe siècle, les syndicats étaient hostiles au travail des femmes dans les usines; ils firent appel à une législation protectrice et au concept de “salaire familial” pour reléguer les femmes

dans le travail non rémunéré de la sphère familiale.⁵⁴ Depuis, les choses ont beaucoup changé; principalement grâce à l'action menée par les femmes, à la fois au sein des organisations syndicales traditionnelles et en créant des syndicats indépendants, pour réformer les règles, les objectifs et la mentalité du monde du travail. Il ne demeure pas moins que les organisations de travailleurs sont souvent réfractaires ou peu attentives aux tentatives faites par les femmes pour obtenir la justice et la parité entre les sexes.

Les travailleuses du monde en développement se heurtent aux mêmes problèmes. Même lorsque leurs droits sont explicitement reconnus, il est rarement admis qu'elles puissent avoir des priorités différentes de celles des hommes: pour elles, par exemple, disposer d'une garderie peut être plus important que la garantie d'un salaire minimum.⁵⁵ Ce qui s'est passé dans une usine indienne de produits électroniques illustre cette indifférence aux exigences des femmes. Les travailleuses se sont unies pour formuler certaines demandes: un autobus de l'entreprise pour éviter le harcèlement sexuel dans les transports publics, surtout tard le soir, et des uniformes pour aplanir les hiérarchies et les difficultés dues au fait que les travailleuses de cette usine provenaient de milieux socioéconomiques différents. La direction a accepté ces demandes mais le personnel masculin les a traitées avec dédain: “Les filles ne savent pas revendiquer. Elles tombent dans les pièges que leur tend la direction. Elles demandent des commodités alors que le problème de fond, c'est les salaires. Maintenant qu'elles ont un bus et des uniformes, elles s'en contentent et ne réclament pas d'augmentation de salaire”.⁵⁶

L'attitude des syndicats indiens à l'égard des travailleurs du secteur informel a été qualifiée d'indifférente, à la limite de l'hostilité. Ces syndicats craignent en effet que des pressions venues d'en bas n'entraînent l'érosion progressive des droits acquis de haute lutte par la main-d'œuvre protégée.⁵⁷ Ils considèrent les travailleuses à domicile comme des “hors-la-loi” ou des “jaunes”, qui les décrédibilisent. Ces craintes sont compréhensibles, surtout dans des économies où seulement 10 pour cent des actifs travaillent dans le secteur réglementé. Elles prouvent néanmoins que la culture et le mode de fonctionnement du mouvement syndical, qui défend principalement la main-d'œuvre masculine du secteur formel, reflètent unilatéralement

les préoccupations masculines et ne sont pas adaptés au vécu des femmes, dont la majorité travaillent dans le secteur informel.⁵⁸ Il n'est donc pas surprenant que les femmes aient cherché à se ménager, au sein des syndicats existants ou dans des organisations indépendantes, un espace séparé où leurs préoccupations soient mieux écoutées.

Aujourd'hui, il existe des organisations de travailleuses d'origines et de natures différentes. Certaines sont des organisations indépendantes qui ont vu le jour hors du mouvement syndical traditionnel, d'autres, également indépendantes, se sont insérées dans des structures syndicales établies et d'autres encore font partie de syndicats initialement créés dans le secteur formel mais qui étendent leurs activités au secteur informel. Elles représentent de nombreuses branches industrielles et tertiaires ainsi que le secteur agricole et les activités rurales. Dans certains pays en développement, toutefois, ce sont des ONG qui veillent aux besoins et aux droits des travailleuses. Elles proposent des services tels que des crèches, des logements sociaux et une assistance juridique, à un prix abordable. Des organisations syndicales d'un type nouveau font également leur apparition au sein même des communautés, qui offrent un éventail de services beaucoup plus large que celui des syndicats traditionnels.⁵⁹

Beaucoup de ces nouveaux syndicats, de ces ONG et de ces organisations communautaires qui défendent les droits des travailleuses, ont de la peine à élargir leur base et à assurer leur viabilité. Par exemple, le principal problème de la SEWU est qu'elle n'est toujours pas parvenue à l'autosuffisance financière. Dix ans après sa création, le nombre de ses membres qui paient régulièrement leur cotisation n'est toujours que de 5 000 tandis que plus de 10 000 autres ont laissé expirer leur adhésion, faute d'avoir acquitté leur dû. C'est là un problème commun à d'autres syndicats de travailleurs défavorisés d'Afrique du Sud et d'ailleurs.

Les ONG jouissent d'une plus grande souplesse parce qu'elles ne fonctionnent pas par affiliation et ont rarement une seule "clientèle", mais cela soulève tout de même des questions à propos de leur mode de gestion qui, en général, n'est pas démocratique et qui est rarement transparent vis-à-vis des populations auxquelles elles s'adressent. Syndicats et ONG ont tous deux besoin de nouer des alliances pour élargir leur champ d'action

et augmenter, les premiers leurs effectifs, et les secondes, le nombre de leurs bénéficiaires. Alors qu'il leur serait tout à fait possible de se soutenir mutuellement—et il existe des cas de coopération exemplaire—leurs relations sont souvent marquées par des tensions et des rivalités dues à des divergences idéologiques et à leur mode de fonctionnement différent.⁶⁰

Malgré ces problèmes, une évolution prometteuse se dessine. Dans l'histoire, c'est seulement en recourant à l'action collective que les travailleurs ont pu réglementer leurs salaires et leurs conditions de travail, et aussi éliminer les pires formes d'exploitation. A vrai dire, ce sont eux qui ont structuré le monde du travail. Mais les difficultés de ces 20 dernières années ont eu d'autres conséquences. Non seulement de nouveaux syndicats et ONG se sont créés pour défendre la cause des travailleurs mais encore le mouvement syndical lui-même a connu un grand bouleversement. Voyant leurs effectifs et leur ascendant diminuer, les anciennes organisations syndicales ont été obligées de s'adapter aux nouvelles réalités du monde du travail.

Par exemple, l'Union générale des ouvriers agricoles du Ghana s'est ouverte aux travailleurs non salariés et aux paysans qui pratiquent l'agriculture de subsistance après que l'ajustement structurel eut fait tomber ses effectifs de 130 000 à 30 000 adhérents. Autre exemple: celui du Syndicat des fonctionnaires de l'Ouganda dont les effectifs ont chuté de 108 000 à 700 dans les années 1990, à la suite de la réforme du secteur public. Ce syndicat a alors changé de philosophie et élargi son champ d'action en remplaçant la notion, trop étroite, de "fonctionnaire" par celle, beaucoup plus vaste, de "travailleurs au service de la population" incluant des catégories telles que celle des vendeurs de rue. Grâce à cette réorientation et à une profonde réorganisation, il comptait 17 000 adhérents en 1999.⁶¹

Campagnes et alliances internationales

Depuis quelques années, la question des normes du travail est une source de division en raison de propositions visant à faire appliquer ces normes par des accords de commerce international et des sanctions commerciales. Naturellement, les gouvernements du

Encadré 5.7 Economie informelle: Les “droits de propriété” ne sont pas une panacée

Les travaux de Hernando de Soto sont à l'origine d'une conception particulière des remèdes à apporter aux maux de l'économie informelle.⁶³ Selon cet auteur, ce sont les carences du régime des droits de propriété qui freinent le passage du travail informel au travail formel. Ainsi, le vide juridique qui entoure certaines formes de propriété entraverait l'accès aux sources de crédit institutionnelles. La Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation a adopté un point de vue analogue:

“La légalisation des droits de propriété de facto constitue une étape cruciale de la transformation de l'économie informelle. Pour parvenir à cet objectif, les gouvernements doivent: identifier les individus et actifs concernés; identifier les pratiques et coutumes régissant la propriété, l'utilisation et le transfert de ces actifs, afin d'ancrer le cadre législatif du droit de propriété dans le contexte social prédominant; et identifier les goulets d'étranglement et obstacles administratifs, bureaucratiques et juridiques entravant l'accès au marché”, peut-on lire dans son rapport.⁶⁴

Le raisonnement qui sous-tend une telle position est que l'économie informelle est par nature débordante de vitalité, souple et flexible, et qu'elle pourrait très bien rivaliser avec les grandes unités du secteur formel pour peu que certains obstacles—ceux qui entravent l'accès au crédit notamment—soient supprimés. Un tel raisonnement fait abstraction de certaines caractéristiques fondamentales de l'économie informelle et des problèmes auxquels se heurtent ses acteurs nombreux et variés.

La taille de ses unités—la plupart du temps individuelles ou familiales—est déterminante à bien des égards. Par exemple, l'accès au marché dépend essentiellement, non pas du statut juridique, mais de la production. Les grandes unités peuvent tabler sur des économies d'échelle. Pour s'imposer sur le marché, les petites doivent, soit coopérer entre elles, soit s'associer à une unité plus grande, soit encore solliciter l'intervention des organismes publics de commercialisation. Quant au crédit, il est toujours plus difficile à obtenir pour les petites unités, même celles du secteur formel, non seulement à cause de l'absence de garanties et des frais administratifs élevés mais aussi parce que prêter à ces unités est considéré comme une opération forcément plus risquée.

Pour revenir à la question des droits de propriété, l'institution de droits tels que celui d'occuper et de posséder la terre, ne va pas sans problèmes ni sans risques. L'expérience de l'Afrique subsaharienne a montré que les femmes perdaient souvent leurs droits traditionnels avec l'officialisation des titres et l'enregistrement des biens fonciers. Et, de toute façon, beaucoup de travailleurs de l'économie informelle n'ont aucun bien à enregistrer; s'ils exercent des activités informelles, c'est uniquement parce qu'ils ne trouvent pas de travail dans le secteur formel. La plupart des femmes qui travaillent sont dans cette situation.

Enfin, et peut-être surtout, il est faux de penser que toutes les activités informelles sont des activités indépendantes et que les relations employeur-travailleur n'existent pas dans ce secteur. Nous l'avons déjà démontré, pour les employeurs, le principal intérêt de l'économie informelle réside précisément dans l'absence de réglementation du travail, qui leur permet de disposer d'une main-d'œuvre meilleur marché et de mieux l'exploiter. Les entreprises du secteur formel dépendent de plus en plus d'unités du secteur informel, qui produisent pour elles par le biais de la sous-traitance; la ligne de démarcation entre les deux secteurs est donc de moins en moins perceptible. Cela signifie que la différence fondamentale entre les segments formel et informel de l'économie n'est pas l'accès au crédit ou au marché, mais l'absence de réglementation et le fait que les travailleurs de l'économie informelle ne sont pas protégés, n'ont pas la possibilité de s'exprimer et n'ont pas de poids politique.

Source: Ghosh 2004b.

Sud et certaines organisations de la société civile craignent que ces propositions ne soient motivées par des visées protectionnistes; mais surtout, ce n'est pas seulement dans le secteur du commerce que le marché du travail doit être réglementé.

Certes, les alliances transnationales entre syndicats et ONG se sont traduites par des campagnes efficaces en faveur du respect des droits des travailleurs, mais celles-ci n'ont attiré l'attention que sur la main-d'œuvre des fabricants de produits destinés aux consommateurs du Nord. Par conséquent, elles ne présentent d'avantages directs que pour les travailleurs de multinationales ou de leurs sous-traitants, qui sont en général les plus privilégiés et les mieux rémunérés.⁶² Elles n'ont pas d'effets dans les régions qui comptent une plus forte proportion d'actifs dans l'économie informelle, où les conditions sont bien pires. Toutefois, les différents segments de la population active ne

vivant pas complètement isolés les uns des autres, il y a de fortes chances pour que les bons résultats obtenus dans un segment se répercutent sur les relations de pouvoirs dans un autre. La population ouvrière féminine est moins compartimentée que l'on pourrait le penser si bien que les changements enregistrés par une partie de cette population ne sont pas sans conséquences pour les autres.

Le seul moyen réaliste de réglementer et d'améliorer les conditions de travail des femmes démunies qui vivent de l'économie informelle est l'action collective organisée dans un esprit démocratique. L'idée que la solution des problèmes de l'économie informelle réside dans l'officialisation des droits de propriété est totalement erronée en ce qui concerne ces femmes (voir l'encadré 5.7).

Notes

- 1 La figure 5.1 comprend les pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord pour lesquels il existe des données. En raison de caractéristiques communes telles que la culture, la religion, l'histoire et la présence de nombreuses économies pétrolières, cette région est considérée comme une unité d'analyse non seulement par des organisations internationales comme la Banque mondiale mais aussi par des institutions de recherche comme la Middle East Studies Association.
- 2 Elson 1999.
- 3 Anker et coll. 2003; Anker 1998.
- 4 Kabeer 1995.
- 5 Elson 1999; Folbre 1994.
- 6 BIT 2002b.
- 7 Standing 1999.
- 8 Pearson 2004.
- 9 Ghosh 2003a.
- 10 Ghosh 2003a.
- 11 ONU 1999.
- 12 Ghosh 2003a.
- 13 Cette section est largement inspirée de Orloff 2002.
- 14 Orloff 2002.
- 15 Hochschild 1989.
- 16 BIT 2002b.
- 17 BIT 2002b: 27.
- 18 Lewis et Giullari 2004.
- 19 Einhorn 1993.
- 20 Eisenstein 1993.
- 21 Fodor 2004b.
- 22 Heinen et Portet 2002.
- 23 Pearson 2004.
- 24 Karshenas 2001, cité dans Moghadam 2004.
- 25 Moghadam 2004.
- 26 Harris-White 2000.
- 27 BIT 2002b.
- 28 BIT 2002b.
- 29 Elson 1999.
- 30 Elson 1999.
- 31 Pape 2000, cité dans Tsikata 2004.
- 32 Breman 1996.
- 33 Jackson et Rao 2004.
- 34 Kabeer et Mahmud 2004.
- 35 Roy 2003.
- 36 Kabeer et Mahmud 2004: tableaux 7 et 8.
- 37 Kabeer et Mahmud 2004.
- 38 Kabeer 2004.
- 39 Rogerson 1997, cité dans Tsikata 2004.
- 40 Tsikata 2004 et Hart 2004.
- 41 Davis 2004: 22, cité dans Tsikata 2004.
- 42 Tokam 2002.
- 43 Beneria et Floro 2004.
- 44 Deedat 2003; voir également Hart 2004.
- 45 Lund et coll. 2000.
- 46 Chen et coll. 1999.
- 47 Bangura 1994 et 2000.
- 48 Agbaw 2000, cité dans Tsikara 2004.
- 49 Chang 1995 et China Employment Report 2002, cité dans Lee 2004.
- 50 Institut d'études sociales du ministère du Travail et de la Sécurité sociale de la Chine 2002, cité dans Lee 2004.
- 51 Huang et Wuanming 2003, cité dans Lee 2004.
- 52 Tsui 2002, cité dans Lee 2004.
- 53 Cook et Jolly 2001.
- 54 Hartman 1979; Gallin et Horn 2004.
- 55 Chhachhi et Pittin 1996 et Rowbotham et Mitter 1994.
- 56 Chhachhi et Pittin 1996: 115-116.
- 57 Breman 1996: 247.
- 58 Mitter 1994.
- 59 Kabeer 2004.
- 60 Eade 2004.
- 61 Gallin 2004.
- 62 Anner et Evans 2004; UNRISD 2004.
- 63 De Soto 2000.
- 64 BIT 2004e: 67 (version française).